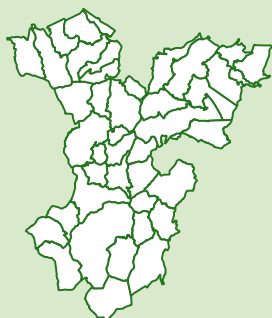


Document d'arrêt



PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

5. Annexes

5.5 Réglementation des boisements

Pièce n°5.5

Arrêté par délibération du
Conseil Communautaire : 03/07/2025

Approuvé par délibération du
Conseil Communautaire :

DELIBERATION DU CONSEIL GENERAL DE LA HAUTE-SAONE DES 18 ET 19 DECEMBRE 2008
PORTANT SUR LA REGLEMENTATION DES BOISEMENTS ET LA RECONSTITUTION APRES
COUPE RASE.

Préambule

La réglementation des boisements, un des modes d'aménagement foncier, est encadrée par les articles L 126-1 à L 126-5 et R 126-1 à R 126-38 du code rural. Suite au transfert de compétence induit par la loi du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux (LDTR), le Département, en tant que décideur, responsable et financeur, est donc désormais chargé de la mise en œuvre de la procédure de réglementation des boisements, et du contrôle de la bonne application des règles qu'il aura édictées par délibération.

L'objectif de la réglementation des boisements est de favoriser une meilleure répartition des terres entre les productions agricoles, la forêt, les espaces de nature ou de loisirs et les espaces habités en milieu rural, tout en assurant la préservation des milieux naturels, des paysages remarquables et la protection de la gestion équilibrée de la ressource en eau. Elle peut être utilisée comme l'outil approprié permettant d'assurer une cohérence avec d'autres dispositifs d'aménagement foncier ou de reconquête du paysage, éviter un mitage forestier nuisible à l'agriculture. Elle est un complément aux actions forestières du Département.

La réglementation des boisements concerne les semis et plantations volontaires d'essences forestières ; elle s'applique sur la surface agricole utile (SAU), aux parcelles boisées isolées, ainsi qu'aux parcelles rattachées à un massif forestier. Elle ne concerne ni les forêts relevant du régime forestier, ni les forêts privées relevant d'un plan simple de gestion.

Sommaire :

| | | |
|----------------|---|--------------|
| Article 1..... | Zonage départemental..... | page 2 |
| Article 2..... | Réglementation applicable aux plantations et semis d'essences forestières..... | pages 3 et 4 |
| Article 3..... | Dispositions d'ordre général..... | page 5 |
| Article 4..... | Réglementation applicable au reboisement après coupe rase..... | pages 6 et 7 |
| Article 5..... | Obligations déclaratives..... | page 8 |
| Article 6..... | Modalités d'instruction des déclarations..... | page 9 |
| Article 7..... | Dispositions relatives aux plantations d'arbres de Noël..... | page 10 |

Article 1 – Zonage départemental

En application de l'article L 126-1 du code rural, il est défini deux zones dans lesquelles les semis et plantation d'essences forestières ainsi que la reconstitution de boisements après coupe rase pourront être interdites ou réglementées.

Ces deux zones sont les suivantes :

Zone A : les communes des cantons de CHAMPAGNEY, FAUCOGNEY-ET-LA-MER et MELISEY, et la commune de FOUGEROLLES

Zone B : toutes les autres communes du département de la Haute-Saône

Article 2 – Réglementation applicable aux plantations et semis d'essences forestières

2-1 Dispositions communes aux deux zones A et B

2-1-1 Les semis ou plantations d'essences forestières sont interdits :

- à moins de six mètres de la limite du domaine public des routes nationales et départementales,
- à moins de quatre mètres de la limite de l'emprise des voies communales, des chemins ruraux et de tous les chemins d'exploitation,
- à moins de six mètres des rives des cours d'eau, des fossés d'assainissement et des plans d'eau (excepté les ripisylves),
- à moins de cinquante mètres des maisons d'habitation. Ponctuellement et à titre exceptionnel, cette distance pourra être adaptée en fonction de l'exposition (nord ou sud).

Les semis ou plantations d'essences forestières peuvent être subordonnées à certaines autres conditions, notamment fixer une marge de « non sylvandi » pouvant varier de quatre à vingt mètres par rapport aux fonds voisins selon l'exposition ou l'essence introduite.

2-1-2 – La réglementation des semis, plantations et replantations d'essences forestières s'applique à toute espèce ligneuse d'essence forestière, quel que soit leur dispositif d'implantation sur le terrain, y compris les arbres isolés, les haies et les plantations d'alignement.

2-1-3 – La réglementation des semis, plantations et replantations d'essences forestières ne s'applique pas :

- aux parcs et jardins attenants à une habitation,
- aux pépinières qui se définissent d'une part par rapport à l'usage fait de la parcelle (production de plants destinés à être transplantés) et d'autre part par la qualité de pépiniériste, profession de celui qui en use (déclaration au registre du commerce),
- aux plantations et semis d'essences forestières entrepris pour l'amélioration des bois existants,
- aux parcelles à destination non agricole totalement enclavées dans un massif forestier existant,
- aux arbres fruitiers dont le semis, la plantation ou replantation est envisagée uniquement dans le but de constituer un verger,
- à la production de sapins de Noël.

2-2 – Dispositions particulières à la zone A

Lorsqu'elle s'applique à des terrains déjà boisés, la réglementation des semis, plantations et replantations d'essences forestières s'applique :

- aux parcelles boisées isolées,
- aux parcelles boisées rattachées à tout massif forestier, quelle que soit la superficie de ce dernier.

(l'état boisé d'un terrain étant défini par la présence d'arbres et d'arbustes d'essences forestières issus de graines ou de rejet, quelque soit leur âge, dont le couvert apparent occupe au moins 10 % de la surface du sol)

2-4 – Dispositions particulières à la zone B

Lorsqu'elle s'applique à des terrains déjà boisés, la réglementation des semis, plantations et replantations d'essences forestières s'applique :

- aux parcelles boisées isolées,
- aux parcelles boisées rattachées à un massif dont la superficie est inférieure à 4 ha.

(l'état boisé d'un terrain étant défini par la présence d'arbres et d'arbustes d'essences forestières issus de graines ou de rejet, quelque soit leur âge, dont le couvert apparent occupe au moins 10 % de la surface du sol)

2-5 – Dispositions concernant les communes possédant une réglementation des boisements édictée par le Préfet avant le 1er janvier 2006

Conformément à l'article 27 du décret 2006-394 du 30 mars 2006, les arrêtés préfectoraux édictant la réglementation des boisements pris antérieurement au 1^{er} janvier 2006 restent en vigueur aussi longtemps qu'ils n'ont pas été modifiés ou abrogés. Le Président du Conseil général est chargé d'assurer leur application. La liste des communes concernées par ces dispositions figure en annexe n° 1 au présent règlement.

Les déclarations préalables aux semis, plantations ou replantations d'essences forestières prévues par ces arrêtés sont soumises au Département, dans les conditions prévues aux articles 5 et 6 de la présente délibération.

2-6 – Dispositions conservatoires

A titre conservatoire, et pendant un délai maximum de quinze ans à compter de la date de la présente délibération, tous semis, plantations et replantations d'essences forestières seront soumis à déclaration préalable auprès du Président du Conseil général de la Haute-Saône dans toutes les communes n'ayant pas édicté leur propre réglementation des boisements, et dont la liste figure en annexe n° 2 au présent règlement.

Ces dispositions conservatoires ne s'appliquent pas aux communes suivantes, sur lesquelles le boisement est libre :

LA BASSE VAIVRE
MELIN
VELLEFRIE

FROIDECONCHE
NEUREY-EN-VAUX
VESOUL

MAUSSANS
QUERS
VY-LES-FILAIN

2-7 – Obligations déclaratives

Les propriétaires qui souhaitent procéder à des semis, plantations et replantations d'essences forestières devront en faire la déclaration préalable auprès du Conseil général, dans les conditions prévues aux articles 5 et 6 de la présente délibération.

Article 3 – Dispositions d'ordre général

3-1 - La réglementation des semis, plantations et replantations d'essences forestières ne modifie en rien les obligations d'entretien attachées à l'entretien des fonds et pour lesquelles la responsabilité du propriétaire peut se trouver engagée.

3-2 – Pour assurer le maintien à la disposition de l'agriculture des terres qui contribuent à un meilleur équilibre économique des exploitations agricoles, le Conseil général proposera systématiquement la mise en place d'une réglementation des boisements ou la révision de la réglementation existante aux commissions d'aménagement foncier qui décideront le démarrage d'une procédure d'aménagement foncier.

3-3 – Pour assurer la préservation du caractère remarquable des paysages, le Conseil général proposera systématiquement la mise en place d'une réglementation des boisements ou la révision de la réglementation existante aux collectivités qui s'engagent dans l'élaboration d'un plan paysage ou de tout autre dispositif similaire.

3-4 – Pour assurer la protection des milieux naturels présentant un intérêt particulier (Natura 2000, ZNIEFF, réserve naturelle, etc...), la réglementation des boisements devra être compatible avec les engagements particuliers définis pour ces sites.

3-5 – Les réglementations des boisements édictées dans les communes situées à l'intérieur du Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges devront être compatibles avec les engagements particuliers définis par le PNR.

3-6 – Les réglementations des boisements devront être compatibles avec les codes des bonnes pratiques sylvicoles et les guides pour les choix des essences édictés par les CRPF de Franche-Comté et de Lorraine-Alsace.

3-7 – Les interdictions pourront être prononcées pour une durée qui ne pourra pas excéder 15 ans. Au-delà, les périmètres interdits passeront en périmètres réglementés. Il sera toutefois possible de lancer une procédure de renouvellement de la réglementation.

3-8 – Les zones à fort enjeu environnemental, notamment certaines zones humides, pourront être classées systématiquement en zone interdite à tout boisement, et sans limitation de durée par dérogation à l'article 3-7 précédent.

3-9 – Pour assurer la conservation des zones boisées protégées au titre de l'urbanisme, le Conseil général proposera la mise en place d'une réglementation des boisements ou la révision de la réglementation existante aux collectivités qui s'engageront dans l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme.

Article 4 – Réglementation applicable au reboisement après coupe rase

4-1 Dispositions communes aux deux zones A et B

3-1-1 – Le reboisement après coupe rase ne peut pas être interdit :

- lorsque la conservation de ces boisements ou le maintien de la destination forestière des sols concernés est nécessaire pour l'un des motifs suivants (article L 311-3 du Code forestier) :
 - maintien des terres sur les montagnes ou sur les pentes,
 - défense du sol contre les érosions et envahissements des fleuves, rivières ou torrents,
 - existence de sources, cours d'eau et zones humides et plus généralement à la qualité des eaux,
 - défense nationale,
 - salubrité publique,
 - valorisation des investissements publics consentis pour l'amélioration en quantité ou en qualité de la ressource forestière, lorsque les bois ont bénéficié d'aides publiques à la constitution ou à l'amélioration des peuplements forestiers. Cependant une attention particulière sera apportée lorsque la déclaration concernera les semis, plantations ou replantations de résineux,
 - équilibre biologique d'une région ou d'un territoire présentant un intérêt remarquable et motivé du point de vue de la préservation des espèces animales ou végétales et de l'écosystème ou au bien-être de la population,
 - protection des personnes et des biens et de l'ensemble forestier dans le ressort duquel ils sont situés, contre les risques naturels, notamment les incendies et les avalanches.
- lorsque ces boisements sont classés à conserver ou à protéger en application de l'article L 130-1 du Code de l'urbanisme.
- les interdictions de reconstitution de boisements devront être compatibles avec les objectifs définis par les orientations régionales forestières prévues à l'article L 4 du code forestier.

4-2 Disposition particulière applicable à la zone A

Dans les communes de la zone A, des mesures d'interdiction ou de réglementation du reboisement après coupe rase peuvent être appliquées :

- à des parcelles boisées isolées,
- aux parcelles boisées rattachées à tout massif forestier, quelle que soit la superficie de ce dernier.

4-3 Disposition particulière applicable à la zone B

Dans les communes de la zone B, des mesures d'interdiction ou de réglementation du reboisement après coupe rase peuvent être appliquées :

- - à des parcelles boisées isolées,
- - à des parcelles rattachées à un massif dont la superficie est inférieure à 4 ha.

4-4 Obligations déclaratives

Les propriétaires qui souhaitent reconstituer des boisements après coupe rase devront en faire la déclaration préalable auprès du Conseil général, dans les conditions prévues aux articles 5 et 6 de la présente délibération.

Article 5 – obligations déclaratives pour les plantations et semis d'essences forestières et pour le reboisement après coupe rase

Les déclarations concernant les semis, plantations ou replantations d'essence forestière (article 2-7), ainsi que celles qui concernent le reboisement après coupe rase (article 4-4), seront présentées en un seul exemplaire sur des imprimés mis à la disposition des intéressés par le Conseil général. Ces imprimés précisent la désignation cadastrale des parcelles concernées, leur superficie, la nature sommaire des travaux projetés, et les essences prévues.

Le demandeur y joindra les documents suivants :

- extrait du plan cadastral, décrivant l'environnement immédiat de la parcelle concernée dans un rayon d'environ 500m (forêts, prés, terres labourées, habitations, etc),
- plan de situation au 1/25 000ème,
- tout document attestant qu'il a autorité pour intervenir sur ces parcelles (acte de propriété, PV de remembrement, ou autre).

Elles seront être adressées au Conseil général à l'adresse indiquée ci-après, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Adresse du service instructeur des déclarations :

Conseil général de la Haute-Saône
Direction des Services techniques et des transports - Espace 70
Service de l'Administration
4a rue de l'Industrie - BP 10339 - 70006 VESOUL Cedex

Téléphone : 03 84 95 74 24 - Fax : 03 84 95 74 01

Courriel : n.mauvais@cg70.fr

Article 6 – Modalités d’instruction des déclarations

Les déclarations mentionnées aux articles 2-7 et 4-4 de la présente délibération seront examinées in situ dans un délai de 3 mois maximum à compter de leur réception, par les agents du Conseil général en charge des aménagements fonciers et de la forêt, accompagnés des membres de la Commission cantonale des structures, du Conseiller général du canton concerné et, selon les cas, du représentant local du CRPF et/ou d'un représentant de l'ONF.

A l'issue de cette formalité, le Président du Conseil général autorisera ou s'opposera à la réalisation des semis, plantation ou replantation d'essences forestières.

Le Président du Conseil général pourra s'opposer à la plantation, replantation ou aux semis d'essences forestières, ou limiter la plantation à certaines essences forestières pour l'un des motifs suivants :

- le maintien à la disposition de l'agriculture de terres qui contribuent à un meilleur équilibre économique des exploitations agricoles,
- les préjudices que les boisements envisagés porteraient, du fait notamment de l'ombre des arbres, de la décomposition de leur feuillage ou de l'influence de leurs racines aux fonds agricoles voisins, aux espaces habités, aux espaces de loisirs, notamment sportifs, ainsi qu'aux voies affectées à l'usage du public,
- les difficultés qui pourraient résulter de certains semis ou plantations pour la réalisation satisfaisante d'opérations d'aménagement foncier,
- les atteintes que les boisements porteraient au caractère remarquable des paysages attestés notamment par une mesure de classement, d'inscription, de protection ou d'identification,
- les atteintes aux milieux naturels présentant un intérêt particulier,
- les atteintes à la gestion équilibrée de la ressource en eau telle que définie à l'article L.211-1 du code de l'environnement, notamment aux captages d'eau potable,
- l'aggravation des risques naturels.

L'autorisation de réaliser des semis, plantations ou replantations d'essences forestières peut également être subordonnée à certaines conditions.

Le demandeur peut procéder aux plantations ou semis s'il n'a pas reçu la notification de l'opposition du Président du Conseil général à l'expiration du délai de trois mois après réception de sa déclaration.

Article 7 – Dispositions relatives aux plantations d'arbres de Noël

5-1 – Dispositions générales relatives aux plantations d'arbres de Noël

Sont considérées comme production de sapins de Noël la plantation d'essences forestières dont la liste est fixée par le décret 2003-285 du 29 mars 2003, à savoir :

- | | |
|-------------------------|--------------------|
| - Picea excelsa (abies) | - Abies grandis |
| - Picea pungens | - Abies fraseri |
| - Picea omorika | - Abies balsamea |
| - Picea engelmannii | - Abies alba |
| - Abies nordmanniana | - Pinus sylvestris |
| - Abies nobilis | - Pinus pinaster |

Ces productions doivent en outre remplir les conditions fixées par le même décret 2003-285, à savoir :

- la densité de plantation doit être comprise entre 6 000 et 10 000 plants par hectare ;
- la hauteur maximale des sapins ne peut excéder trois mètres ;
- la durée maximale d'occupation du sol ne peut excéder dix ans ; à ce terme les sapins doivent être coupés et les sols remis en état de culture ;
- les distances de plantations fixées par arrêté préfectoral ou, à défaut, celles prévues par les usages locaux doivent être respectées. En l'absence d'usages locaux, la distance de plantation minimum par rapport aux fonds voisins est fixée à 3 mètres.

5-2 – Obligations déclaratives relatives aux plantations d'arbres de Noël

Conformément à l'article L 126-1 du code rural, les productions de sapins de Noël font l'objet d'une déclaration annuelle auprès du Conseil général, portant sur la surface, la densité, le lieu et la date de plantation. La déclaration sera établie à l'aide d'un imprimé fourni par le Conseil général. Elle sera adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'adresse ci-dessous :

Conseil général de la Haute-Saône
Direction des Services techniques et des transports - Espace 70
Service de l'Administration
4a rue de l'Industrie – BP 10339 – 70006 VESOUL Cedex

Téléphone : 03 84 95 74 24 - Fax : 03 84 95 74 01

Courriel : n.mauvais@cq70.fr

ANNEXE N° 1

LISTE DES COMMUNES DE HAUTE-SAONE AYANT EDICTE UNE REGLEMENTATION DES BOISEMENTS

(article 2-5 du règlement)

| | | | |
|-------------------------------|----------------------------|----------------------------------|---|
| ABELCOURT | BESNANS | CHARMES-SE-VALBERT | ECHENANS-SOUS-MONT-VAUDOIS |
| ABONCOURT-GESINCOURT | BETONCOURT-ST-PANCRAS | CHARMOILLE | ECHENOZ-LA-MELINE |
| ACHEY | BETONCOURT-SUR-MANCE | CHASSEY-LES-MONTBOZON | ECHENOZ-LE-SEC |
| ADELANS-et-le-VAL-de-BITHAINE | BEULOTTE-ST-LAURENT | CHATENAY | ECROMAGNY |
| AILEVANS | BLONDEFONTAINE | CHATENOIS | ECUELLE |
| AILLEVILLERS-ET-LYAUMONT | BONBOILLON | CHAUMERCENNE | EQUEVILLEY |
| AISEY-ET-RICHECOURT | BONNEVENT-VELLOREILLE | CHAUVIREY-LE-CHATEL | ERREVET |
| ALAINCOURT | BOREY | CHAUVIREY-LE-VEIL | ESMOULIERES |
| AMAGE | BOUGNON | CHAUX-LA-LOTIERE | ESMOULINS |
| AMANCE | BOUHANS-ET-FEURG | CHAUX-LES-PORT | ESPRELS |
| AMBIEVILLERS | BOUHANS-LES-LURE | CHENEPIER | ESSERTENNE-ET-CECEY |
| AMBLANS-ET-VELOTTÉ | BOUHANS-LES-MONTBOZON | CHENEVREY-ET-MOROGNE | ETOBON |
| AMONT-ET-EFFRENEY | BOULIGNEY | CHEVIGNEY | ETRELLES-ET-LA-MONTBLEUSE |
| ANCHENONCOURT-ET-CHAZEL | BOULOT | CHOYE | ETUZ |
| ANCIER | BOURBEVELLE | CINTREY | FAHY-LES-AUTREY |
| ANDELARRE | BOURGUIGNON-LES-CONFLANS | CIREY-LES-BELLEVAUX | FALLON |
| ANDELARROT | BOURGUIGNON-LA-CHARITE | CITEY | FAUCOGNEY-ET-LA-MER |
| ANDORNAY | BOURGUIGNON-LES-MOREY | CLAIREGOUTTE | FAVERNEY |
| ANGIREY | BOURSIERES | CLANS | FAYMONT |
| APREMONT | BRESILLEY | COISEVAUX | FEDRY |
| ARBECEY | BREUCHOTTE | COLOMBE-LES-VESOUL | FERRIERES-LES-SCEY |
| ARC-LES-GRAY | BREUREY-LES-FAVERNEY | COLOMBIER | LES FESSEY |
| ARGILLIERES | BREVILLERS | COLOMBOTTE | FLAGY |
| AROZ | BRIAUCOURT | COMBEAUFONTAINE | FLEUREY-LES-LAVONCOURT |
| ARPENANS | BROTTE-LES-RAY | CONFLANDEY | FLEUREY-LES-ST-LOUP |
| ARSANS | BROYE-LOUPS-et-VERFONTAINE | CONFLANS-SUR-LANTERNE | FONDREMAND |
| ATHESANS-ETROITEFONTAINE | BROYE-AUBIGNEY-MONTSEUGNY | CONFRACOURT | FONTAINE-LES-LUXEUIL |
| ATTRICOURT | BRUSSEY | CONTREGLISE | FONTENOIS-LA-VILLE |
| AUGICOURT | LA BRUYERE | CORBENAY | FONTENOIS-LES-MONTBOZON |
| AUTET | BUCEY-LES-GY | LA CORBIERE | FOUCHECOURT |
| AUTHOISON | BUCEY-LES-TRAVES | LE CORDONNET | FOUGEROLLES |
| AUTOREILLE | BUFFIGNECOURT | CORNOT | FOUVENT-ST-ANDOCHE (FOUVENT-LE-BAS - FOUVENT-LE-HAUT - SUAUCOURT) |
| AUTREY-LES-CERRE | BUSSIÈRES | CORRAVILLERS | FRAHIER-ET-CHATEBIER |
| AUTRE-LES-GRAY | CALMOUTIER | CORRE | FRAMONT |
| AUTREY-LE-VAY | CEMBOING | LA COTE | FRANCALMONT |
| AUVET-et-LA-CHAPELOTTE | CENANS | COURCHATON | FRANCOURT |
| AUXON-LES-VESOUL | CENDRECOURT | COURCUIRE | FRASNE-LE-CHATEAU |
| AVRIGNEY-VIREY | CERRE-LES-NOROY | COURMONT | FREDERIC-FONTAINE |
| Les AYNANS | CHALONVILLARS | COUTESOULT-ET-GATEY | FRESNE-ST-MAMES |
| BAIGNES | CHAMBORNAY-LES-BELLEVAUX | CRESANCEY | FRESSE |
| BARD-LES-PESMES | CHAMBORNAY-LES-PIN | LA CREUSE | FRETIGNY-ET-VELLOREILLE |
| La BARRE | CHAMPAGNEY | CREVANS-et-LA-CHAPELLE-L-GRANGES | FROTEY-LES-LURE |
| BASSIGNEY | CHAMPEY | CREVENAY | FROTEY-LES-VESOUL |
| Les BATIES | CHAMPLITTE | CUBRY-LES-FAVERNEY | GENEVREUILLE |
| BATTRANS | CHAMPTONNAY | CUGNEY | GENEVREY |
| BAUDONCOURT | CHAMPVANS | CULT | GEORFANS |
| BAULAY | CHANCEY | DAMPIERRE-LES-CONFLANS | GERMIGNY |
| BAY | CHANTES | DAMPIERRE-SUR-LINOTTE | GEVIGNEY-ET-MERCEY |
| BEAUJEU-ST-VALLIER-PIERREJUX | LA CHAPELLE-LES-LUXEUIL | DAMPIERRE-SUR-SALON | GEZIER-ET-FONTENELAY |
| QUITTEUR | | | |
| BEAUMOTTE-LES-PIN | LA CHAPELLE-ST-QUILLAIN | DAMPVALLEY-LES-COLOMBE | GOUHENANS |
| BELFAHY | CHARCENNE | DELAIN | GOURGEON |
| BELMONT | CHARGEY-LES-GRAY | DEMANGEVELLE | GRAMMONT |
| BELONCHAMP | CHARGEY-LES-PORT | LA DEMIE | GRANDECOURT |
| BELVERNE | CHARIEZ | DENEVRE | GRANDVELLE-ET-LE-PERRENOT |

ANNEXE N° 1 (suite)

| | | | |
|---------------------------------|-------------------------------|----------------------------|-------------------------------------|
| GRANGES-LA-VILLE | MOIMAY | PUSY-ET-EPENOUX | VADANS |
| GRANGES-LE-BOURG | MOLAY | LA QUARTE | VAITE |
| GRAY | MOLLANS | QUINCEY | LA VAIVRE |
| GRAY-LA-VILLE | LA MONTAGNE | RADDON-ET-CHAPENDU | VAIVRE-ET-MONTOILLE |
| GREUCOURT | MONTAGNEY | RAINCOURT | VALAY |
| GY | MONTARLOT-LES-RIOZ | RANZEVILLE | LE VAL-DE-GOUHENANS |
| HAUT-DU-THEM et CHATEAU-LAMBERT | MONTBOILLON | RAY-SUR-SAONE | VALLEROIS-LE-BOIS |
| HAUTEVELLE | MONTBOZON | RAZE | VALLEROIS-LORIOZ |
| HERICOURT | MONTCEY | RECOLOGNE-LES-RAY | LE VAL-ST-ELOI |
| HUGIER | MONTCOURT | RECOLOGNE-LES-RIOZ | VANDELANS |
| HURECOURT | MONTDORE | RENAUCOURT | VANNE |
| HYET | MONTESSAUX | LA GRANDE-RESIE | VANTOUX-ET-LONGEVILLE |
| IGNY | MONTIGNY-LES-CHERLIEU | LA RESIE-ST-MARTIN | VAROGNE |
| JASNEY | MONTJUSTIN-ET-VELOTTÉ | RIGNY | VARS |
| JONVELLE | MONT-LE-VERNOIS | RIOZ | VAUCONCOURT-NERVEZAIN |
| JUSSEY | MONTOT | ROCHE-ET-RAUCOURT | VAUX-LE-MONCELOT |
| LAMBREY | MONT-ST-LEGER | ROCHE-SUR-LINOTTE | VELESME-ECHEVANNE |
| LANTENOT | MONTUREUX-PRANTIGNY | LA ROCHELLE | VELET |
| La LANTERNE-ET-LES-ARMONTS | MONTUREUX-LES-BAULAY | RONCHAMP | VELLECHEVREUX-ET-COURBENANS |
| LARRET | MOTÉY-SUR-SAONE | ROSEY | VELLECLAIRE |
| LAVIGNEY | NANTILLY | LA ROCHE-MOREY | VELLEFAUX |
| LAVONCOURT | NEUREY-LES-LA-DEMIE | LA ROSIERE | VELLEFREY-ET-VELLEFRANGE |
| LIEFFRANS | NEUVILLE-LES-CROMARY | ROSIERES-SUR-MANCE | VELLEGUINDRY-ET-LEVRECEY |
| LIEUCOURT | NEUVILLE-LES-LA-CHARITE | ROYE | VELLEMINFROY |
| LIEVANS | LA NEUVILLE-LES-LURE | RUHANS | VELLEMOZ |
| LINEXERT | LA NEUVILLE-LES-SCEY | RUPT-SUR-SAONE | VELLEXON-QUEUTREY-ET-VAUDEY |
| LOEUILLEY | NOIDANS-LE-FERROUX | SAINT-ANDOCHE voir | VELLOREILLE-LES-CHOYE |
| LOMONT | NOIDANS-LES-VESOUL | FOUVENT-ST-ANDOCHE | VELORDEY |
| LONGEVILLE | NOIRON | SAINT-BARTHELEMY | VENERE |
| LA LONGINE | NOROY-LE-BOURG | SAINT-BRESSON | LA VERGENNE |
| LOULANS-VERCHAMP | OIGNEY | SAINT-BROING | VENISEY |
| LURE | OISELAY-ET-GRACHAUX | SAINT-FERJEUX | VEREUX |
| LYOFFANS | ONAY | SAINT-GAND | VERNOIS-SUR-MANCE |
| MAGNIVRAY | OPPENANS | SAINT-GERMAIN | LA VERNOTTE |
| MAGNONCOURT | ORICOURT | SAINT-LOUP-SUR-SEMIOUSE | VEZET |
| LES MAGNY | ORMENANS | SAINT-MARCEL | VILLAFANS |
| MAGNY D'ANIGON | OUGE | SAINT-MARIE-EN-CHANOIS | VILLARGENT |
| MAGNY-JOBERT | OVANCHES | SAINT-MARIE-EN-CHAUX | VILLARS-LE-PAUTEL |
| MAGNY-LES-JUSSEY | OYRIERES | SAINT-REMY | LA VILLEDIEU-EN-FONTENETTE |
| MAILLÉRONCOURT-CHARRETTE | PALANTE | SAINT-SAUVEUR | VILLEFRANCON |
| MAILLÉRONCOURT-ST-PANCAS | PASSAVANT-LA-ROCHERE | SAINT-SULPICE | LA VILLENEUVE-BELLENY-ET-LA-MAIZE |
| MAILLEY-ET-CHAZÉLOT | PERCEY-LE-GRAND | SAULNOT | VILLEPAROIS |
| LA MALACHERÉ | PESMES | SAULX-DE-VESOUL | VILLERS-BOUTON |
| MALANS | PIERRECOURT | SAUVIGNÉY-LES-GRAY | VILLERS-SESEL |
| MALBOUHANS | PIN | SAUVIGNÉY-LES-PESMES | VILLERS-CHEMIN-ET-MONT-LES-ETRELLES |
| MALVILLERS | LA PISSEURE | SAVOYEUX | VILLERS-LA-VILLE |
| MANDREVILLARS | PLAINEMONT | SCEY-SUR-SAONE-ET-ST-ALBIN | VILLERS-LE-SEC |
| MANTOCHE | PLANCHER-BAS | SCYÉ | VILLERS-PATER |
| MARAST | PLANCHER-LES-MINES | SELLES | VILLERS-SUR-PORT |
| MARNAY | POLAINCOURT-ET-CLAIREFONTAINE | SEMMADON | VILLERS-VAUDEY |
| MELECEY | POMOY | SENARGENT-MIGNAFANS | VITREY-SUR-MANCE |
| MELINCOURT | PONTCEY | SERVANCE | LA VOIVRE |
| MELISEY | PONT-DE-PLANCHES | SERVIGNÉY | VOLON |
| MEMBREY | PONT-DU-BOIS | SEVEUX | VORAY-SUR-L'OGNON |
| MENOUX | PONT-SUR-L'OGNON | SOING-CUBRY-CHARENTENAY | VOUGECOURT |
| MERCEY-SUR-SAONE | POYANS | SORNAY | VOUHENANS |
| MERSUAY | PREIGNÉY | TERNUAY-MELAY-ST-HILAIRE | VREGILLE |
| MEURCOURT | LA PROISELIERE-ET-LANGLE | THEULEY-LES-LAVONCOURT | VY-LE-FERROUX |
| MIÉLLIN | PROVENCHERE | THIENANS | VY-LES-LURE |
| MIGNAVILLERS | PURGEROT | TINCEY-ET-PONTREBEAU | |
| MOFFANS-ET-VACHERESSE | PUSEY | TRAITIEFONTAINE | |
| | | TRAVES | |
| | | TROMAREY | |

ANNEXE N° 2

LISTE DES COMMUNES DE HAUTE-SAONE CONCERNEES PAR LES DISPOSITIONS CONSERVATOIRES

(article 2-8 du règlement)

| | | | |
|-----------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|
| AILLONCOURT | CITERS | LUZE | SORANS-LES-BREUREY |
| AINVELLE | COGNIERES | LE MAGNORAY | TARTECOURT |
| AMONCOURT | COMBERJON | MAGNY-VERNOIS | TAVEY |
| ANJEUX | COULEVON | MAIZIERES | THIEFFRANS |
| AULX-LES-CROMARY | COUTHENANS | MONTIGNY-LES-VESOUL | LE TREMBLOIS |
| BARGES | CROMARY | MOTÉY-BESUCHE | TREMOINS |
| BEAUMOTTE-AUBERTANS | CUVE | NAVENNE | TRESILLEY |
| BETAUCOURT | DAMBENOIT-LES-COLOMBE | ORMOICHE | VAUCHOUX |
| BETONCOURT-LES-BROTTE | DAMPVALLEY-ST-PANCRAS | ORMOY | VAUVILLERS |
| BEVEUGE | EHUNS | PENNESIERES | VELLE-LE-CHATEL |
| BOUGEY | ESBOZ-BREST | PERROUSE | VERLANS |
| BOULT | FERRIERES-LES-RAY | PORT-SUR-SAONE | VILLERS-LES-LUXEUIL |
| BOUSSERAUCOURT | FILAIN | QUENOCHÉ | VILLERS-SUR-SAULNOT |
| BREUCHE-LES-LUXEUIL | FLEUREY-LES-FAVERNEY | RIGNOVELLE | VILORY |
| BROTTE-LES-LUXEUIL | FRANCHEVELLE | ST-LOUP-NANTOUARD | VISONCOURT |
| BUTHIERS | FROIDETERRE | SAINTÉ-REINE | VYANS-LE-VAL |
| CHAGEY | GIREFONTAINE | SAINT-VALBERT | VY-LES-RUPT |
| CHASSEY-LES-SCEY | GRATTERY | SAPONCOURT | |
| CHAVANNE | LARIANS-ET-MUNANS | SECENANS | |
| CHEMILLY | LUXEUIL-LES-BAINS | SENONCOURT | |

Ces dispositions conservatoires ne s'appliquent pas aux communes suivantes, sur lesquelles le boisement est libre :

LA BASSE VAIVRE
MELIN
VELLEFRIE

FROIDECONCHE
NEUREY-EN-VAUX
VESOUL

MAUSSANS
QUERS
VY-LES-FILAIN

Communauté de communes du Triangle Vert – Liste des communes

Réglementation des boisements

| COMMUNES | COTE | BOITE |
|-------------------------------|--|-------|
| ABELCOURT | 1721W | 1 |
| ADELANS ET LE VAL DE BITHAINE | 1721W | 1 |
| AILLONCOURT | Pas de réglementation des boisements, la délibération cadre s'applique | |
| AUTREY-LES-CERRE | 1721W | 4 |
| BETONCOURT-LES-BROTTE | Pas de réglementation des boisements, la délibération cadre s'applique | |
| BOREY | 1721W | 7 |
| BOUHANS-LES-LURE | 1721W | 7 |
| CALMOUTIER | 1721W | 10 |
| CERRE-LES-NOROY | 1721W | 10 |
| CHATENEY | 1721W | 12 |
| CHATENOIS | 1721W | 12 |
| CITERS | Pas de réglementation des boisements, la délibération cadre s'applique | |
| COLOMBE-LES-VESOUL | 1721W | 14 |
| COLOMBOTTE | 1721W | 14 |
| LA CREUSE | 1721W | 16 |
| CREVENY | 1721W | 16 |
| DAMBENOIT-LES-COLOMBE | Pas de réglementation des boisements, la délibération cadre s'applique | |
| DAMPVALLEY-LES-COLOMBE | 1721W | 17 |
| EHUNS | Pas de réglementation des boisements, la délibération cadre s'applique | |
| FRANCHEVELLE | Pas de réglementation des boisements, la délibération cadre s'applique | |
| GENEVREY | 1721W | 23 |
| LANTENOT | 1721W | 26 |
| LIEVANS | 1721W | 27 |
| LINEXERT | 1721W | 27 |
| MAILLERONCOURT-CHARRETTE | 1721W | 28 |
| MEURCOURT | 1721W | 30 |
| MOLLANS | 1722W | 1 |
| MONT JUSTIN-ET-VELOTTE | 1722W | 2 |
| NOROY-LE-BOURG | 1722W | 4 |
| POMOY | 1722W | 6 |
| QUERS | Boisement libre, voir annexe n°2 de la délibération cadre | |
| RIGNOVELLE | Pas de réglementation des boisements, la délibération cadre s'applique | |
| SAINTE-MARIE-EN-CHAUX | 1722W | 11 |
| SAULX | 1722W | 13 |
| SERVIGNEY | 1722W | 14 |
| VALLEROIS-LE-BOIS | 1722W | 15 |
| VELLEMINFROY | 1722W | 17 |
| VELORCEY | 1722W | 17 |
| LA VILLEDIEU-EN-FONTENETTE | 1722W | 18 |
| VILLERS-LE-SEC | 1722W | 19 |
| VILLERS-LES-LUXEUIL | Pas de réglementation des boisements, la délibération cadre s'applique | |
| VISONCOURT | Pas de réglementation des boisements, la délibération cadre s'applique | |

PREFECTURE DE LA HAUTE-SAONE

République française

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE
L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

Service de l'Aménagement Rural

ARRETE DDAF/1/B9 n° 78 du -9 AOUT 1989 portant
interdiction et réglementation de certains boisements dans la commune
d'ABELCOURT.

Le Préfet de la Haute-Saône
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le chapitre Ier du titre Ier du livre Ier du code rural et notamment les articles Ier - 2ème - 52-1 et 52-4,
VU le décret n° 82-385 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes de l'Etat dans les départements,
VU le décret n° 86-1415 du 31 décembre 1986 pris pour l'application des dispositions du chapitre Ier du titre Ier du livre Ier du code rural et relatif aux dispositions communes aux divers modes d'aménagement foncier,
VU le décret n° 86-1420 du 31 décembre 1986 pris pour l'application de l'article 52-1 et de l'article 52-4 du code rural et relatif à l'interdiction et à la réglementation des plantations et des semis d'essences forestières,
VU le décret n° 65-127 du 17 février 1965 décidant l'application au département de la Haute-Saône de l'article 52-1 susvisé,
VU la proposition de la commission communale d'aménagement foncier,
VU l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier,
VU le rapport du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône,

- A R R E T E -

Article 1er : Les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés dans la commune d'ABELCOURT ainsi que précisé aux articles suivants.

Article 2 : Sur tout le territoire de la commune, par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, les semis ou plantations d'essences forestières sont interdits :

- à moins de six mètres des rives des cours d'eau et des fossés d'assainissement,
- à une distance pouvant varier de six à quinze mètres de l'axe des routes et chemins selon l'importance des voies, ou le manque de visibilité,
- à moins de cinquante mètres des maisons d'habitation.

La zone où s'applique cette interdiction générale et permanente est teintée en rouge vif au plan ci-annexé (cours d'eau, fossés, routes et chemins).

Article 3 : Dans les zones laissées en blanc au plan ci-annexé, les semis et plantations d'essences forestières sont subordonnés à l'absence d'opposition du Préfet.

Par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, le Préfet peut dans ces zones, imposer une marge de "non sylvandi" pouvant varier de 4 à 20 mètres, selon l'exposition ou l'essence introduite, cette marge devra être respectée entre les limites des semis ou plantations et les limites des fonds voisins non boisés.

Article 4 : Dans les zones teintées en vert au plan ci-annexé, chaque propriétaire reste libre d'effectuer les boisements de son choix.


Article 5 : Quiconque veut procéder à l'intérieur des zones définies à l'article 3 à des semis ou plantations d'essences forestières, doit en faire la demande au Préfet, soit directement, soit par l'intermédiaire du Maire, en précisant la désignation cadastrale des parcelles à boiser et la nature sommaire des travaux projetés. La demande est présentée en trois exemplaires sur des imprimés mis à la disposition des intéressés par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Saône, le Sous-Préfet de Lure, le Maire de la commune d'ABELCOURT, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs.

Pour ampliation
LE SOUS-PREFET,


Gabriel AUBERT

LE PREFET,
Pour le PREFET et par délégation,
LE SOUS-PREFET,


Gabriel AUBERT

ARRETE DDAF/I/90 n° 1941 du 27 JUIL. 1990 portant interdiction et réglementation de certains boisements dans la commune de ADELANS.

Le Préfet de la Haute-Saône,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National des Forêts,

- VU le chapitre 1er du titre 1er du livre 1er du code rural et notamment les articles 1er - 2ème - 52-1 et 52-4,
- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes de l'Etat dans les départements,
- VU le décret n° 86-1415 du 31 décembre 1986 pris pour l'application des dispositions du chapitre 1er du titre 1er du livre 1er du code rural et relatif aux dispositions communes aux divers modes d'aménagement foncier,
- VU le décret n° 86-1420 du 31 décembre 1986 modifié pris pour l'application de l'article 52-1 et de l'article 52-4 du code rural et relatif à l'interdiction et à la réglementation des plantations et des semis d'essences forestières,
- VU le décret n° 65-127 du 17 février 1965 décidant l'application au département de la Haute-Saône de l'article 52-1 susvisé,
- VU la proposition de la commission intercommunale d'aménagement foncier,
- VU l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier,
- VU le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- SUR la proposition du Secrétaire général de la Préfecture de la Haute-Saône.

- A R R E T E -

Article 1er : Les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés dans la commune de ADELANS ainsi que précisé aux articles suivants.

Article 2 : Sur tout le territoire de la commune, par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, les semis ou plantations d'essences forestières sont interdits :

- à moins de six mètres des rives des cours d'eau et des fossés d'assainissement,
- à une distance pouvant varier de 6 à 15 mètres de l'axe des routes et chemins selon l'importance des voies, ou le manque de visibilité,
- à moins de 50 mètres des maisons d'habitation.

La zone où s'applique cette interdiction générale et permanente est teintée en rouge vif au plan ci-annexé (cours d'eau, fossés, routes et chemins).

.../...

Article 3 : Dans les zones laissées en blanc au plan annexé, les semis et plantations d'essences forestières sont subordonnés à l'absence d'opposition du Préfet.

Par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, le Préfet peut dans ces zones, imposer une marge de "non sylvandi", pouvant varier de 4 à 20 mètres, selon l'exposition ou l'essence introduite, cette marge devra être respectée entre les limites des semis ou plantations et les limites des fonds voisins non boisés.

Article 4 : Dans les zones teintées en vert au plan ci-annexé, chaque propriétaire reste libre d'effectuer les boisements de son choix.

Article 5 : Quiconque veut procéder à l'intérieur des zones définies à l'article 3 à des semis ou plantations d'essences forestières doit en faire la demande au Préfet, soit directement, soit par l'intermédiaire du Maire, en précisant les désignations cadastrales des parcelles à boiser et la nature sommaire des travaux projetés. La demande est présentée en trois exemplaires sur des imprimés mis à la disposition des intéressés par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Saône, le Maire de la commune de ADELANS, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Lure et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs.

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Michel FUZEAU

**ARRETE/DDAF/I/96 n° 5 du 15 janvier 1996
portant interdiction et réglementation de certains boisements
dans la commune de AUTREY-LES-CERRE**

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE
Chevalier de la Légion d'honneur,

- VU** le livre 1er du code rural, notamment les articles L 121-1, L 121-2, L 126-1 et L 126-5
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes de l'Etat dans les départements,
VU le décret n° 86-1415 du 31 décembre 1986 pris pour l'application des dispositions du chapitre 1er du titre II du livre 1^{er} du code rural et relatif aux dispositions communes aux divers modes d'aménagement foncier,
VU le décret n° 86-1420 du 31 décembre 1986 modifié pris pour l'application de l'article L 126-1 (1°) et de l'article L126-5 du code rural et relatif à l'interdiction et à la réglementation des plantations et des semis d'essences forestières,
VU le décret n° 90-357 du 17 avril 1990, modifiant le décret n° 86-1420 du 31 décembre 1986, et notamment le nouvel article 1bis,
VU l'arrêté préfectoral n° 690 du 27 mars 1995, portant création de zones dans lesquelles peut être mise en oeuvre la réglementation des boisements en application de l'article L 126-1 (1°) du code rural,
VU l'arrêté préfectoral SG/BO/I/94 n° 1272bis du 20 juin 1994 portant délégation de signature à M. Claude Magnier, ingénieur d'agronomie, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt à Vesoul,
VU la proposition de la commission communale d'aménagement foncier,
VU l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier,

ARRETE

Article 1er : Les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés dans la commune de AUTREY-LES-CERRE ainsi que précisé aux articles suivants.

Article 2 : Sur tout le territoire de la commune, par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, les semis ou plantations d'essences forestières sont interdits :

- à moins de 6 mètres des rives des cours d'eau et des fossés d'assainissement, sauf cas particuliers ou règlement en vigueur,
- à une distance pouvant varier de 6 à 8 mètres de l'axe des voies communales, chemins ruraux et chemins d'association foncière,
- à moins de 50 mètres des maisons d'habitations.

La zone où s'applique cette interdiction générale et permanente est teintée en rouge vif au plan ci-annexé (cours d'eau, fossés, voies et chemins).

Article 3 : Dans les zones hachurées en bleu au plan annexé, les semis et plantations d'essences forestières y compris la culture d'arbres de Noël sont subordonnés à l'absence d'opposition du préfet.

Par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, le préfet peut dans ces zones, imposer une marge de "non sylvandi", pouvant varier de 4 à 20 mètres, selon l'exposition ou l'essence produite, cette marge devra être respectée entre les limites des semis ou plantations et les limites des fonds voisins non boisés.

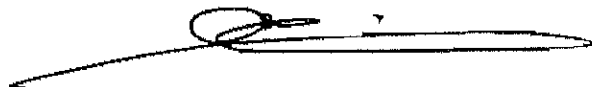
Article 4 : Dans les zones teintées en vert au plan ci-annexé, chaque propriétaire reste libre d'effectuer les boisements de son choix, sans préjudice du respect d'autres réglementations en vigueur.

Article 5 : Quiconque veut procéder à l'intérieur des zones définies à l'article 3 à des semis ou plantations d'essences forestières y compris à la culture d'arbres de Noël doit en faire la demande au préfet, soit directement, soit par l'intermédiaire du maire, en précisant les désignations cadastrales des parcelles à boiser et la nature sommaire des travaux projetés. La demande est présentée en un exemplaire sur un imprimé mis à la disposition des intéressés par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt.

Article 6 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Haute-Saône, le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Haute-Saône à Vesoul, le maire de la commune de AUTREY-LES-CERRE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs

Vesoul, le 15 janvier 1996

Pour le préfet de la Haute-Saône et par délégation
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt



C. MAGNIER



Direction Départementale
de l'Agriculture et de la Forêt

Service de l'Aménagement Rural
et de l'Environnement

ARRETE/DDAF/R/99 n° 26 du 26 janvier 1999
portant interdiction et réglementation de certains
boisements dans la commune de BOREY

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE
Chevalier de la Légion d'honneur,

- VU** le livre 1er du code rural, notamment les articles L 121-1, L 126-1 à L 126-6 et R 121-1 à R 121-32, R 126-1 à R 126-10,
- VU** le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes de l'Etat dans les départements,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 658-01 du 28 mars 1998, portant création de zones dans lesquelles peut être mise en oeuvre la réglementation des boisements en application de l'article L 126-1 (1°) du code rural,
- VU** l'arrêté préfectoral SG/BO//99 n° 4-1 du 4 janvier 1999 portant délégation de signature à M. Alain MARAVAL, ingénieur en chef d'agronomie, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- VU** la proposition de la commission communale d'aménagement foncier,
- VU** l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier,

ARRETE

Article 1er : Les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés dans la commune de BOREY ainsi que précisé aux articles suivants.

Article 2 : Sur tout le territoire de la commune, par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, les semis ou plantations d'essences forestières sont interdits :

- à moins de 6 mètres des rives des cours d'eau et des fossés d'assainissement, sauf cas particuliers ou règlement en vigueur,
- à une distance pouvant varier de 6 à 10 mètres de l'axe des voies communales, chemins ruraux et chemins d'association foncière,
- à moins de 50 mètres des maisons d'habitations.

La zone où s'applique cette interdiction générale et permanente est teintée en rouge vif au plan ci-annexé (cours d'eau, fossés, voies et chemins).

Article 3 : Dans les zones laissées en blanc au plan annexé, les semis et plantations d'essences forestières y compris la culture d'arbres de Noël sont subordonnés à l'absence d'opposition du préfet.

Par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, le préfet peut dans ces zones, imposer une bande de "non boisement", pouvant varier de 4 à 20 mètres, selon l'exposition ou l'essence introduite, entre le boisement à effectuer et les fonds voisins non boisés.

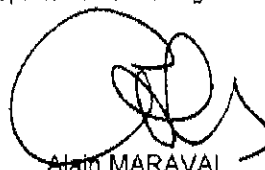
Article 4 : Dans les zones teintées en vert au plan ci-annexé, chaque propriétaire reste libre d'effectuer les boisements de son choix, sous réserve du respect d'autres réglementations en vigueur

Article 5 : Quiconque veut procéder à l'intérieur des zones définies à l'article 3 à des semis ou plantations d'essences forestières y compris à la culture d'arbres de Noël doit en faire la demande au préfet, soit directement, soit par l'intermédiaire du maire, en précisant les désignations cadastrales des parcelles à boiser et la nature sommaire des travaux projetés. La demande est présentée en un exemplaire sur un imprimé mis à la disposition des intéressés par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt

Article 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Haute-Saône.

Article 7 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Haute-Saône à Vesoul, le maire de la commune de BOREY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs

Pour le préfet de la Haute-Saône et par délégation
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt



Alain MARAVAL

ARRETE DDAF/I/90 n° 1933 du 27 JUIL. 1990 portant interdiction et
réglementation de certains boisements dans la commune de BOUHANS-LES-LURE.

Le Préfet de la Haute-Saône,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National des Forêts,

- VU le chapitre Ier du titre Ier du livre Ier du code rural et notamment les articles 1er - 2ème - 52-1 et 52-4,
- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes de l'Etat dans les départements,
- VU le décret n° 86-1415 du 31 décembre 1986 pris pour l'application des dispositions du chapitre Ier du titre Ier du livre Ier du code rural et relatif aux dispositions communes aux divers modes d'aménagement foncier,
- VU le décret n° 86-1420 du 31 décembre 1986 modifié pris pour l'application de l'article 52-1 et de l'article 52-4 du code rural et relatif à l'interdiction et à la réglementation des plantations et des semis d'essences forestières,
- VU le décret n° 65-127 du 17 février 1965 décidant l'application au département de la Haute-Saône de l'article 52-1 susvisé,
- VU la proposition de la commission intercommunale d'aménagement foncier,
- VU l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier,
- VU le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- SUR la proposition du Secrétaire général de la Préfecture de la Haute-Saône,

- A R R E T E -

Article 1er : Les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés dans la commune de BOUHANS-LES-LURE ainsi que précisé aux articles suivants.

Article 2 : Sur tout le territoire de la commune, par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, les semis ou plantations d'essences forestières sont interdits :

- à moins de six mètres des rives des cours d'eau et des fossés d'assainissement,
- à une distance pouvant varier de 6 à 15 mètres de l'axe des routes et chemins selon l'importance des voies, ou le manque de visibilité,
- à moins de 50 mètres des maisons d'habitation.

La zone où s'applique cette interdiction générale et permanente est teintée en rouge vif au plan ci-annexé (cours d'eau, fossés, routes et chemins).

.../...

Article 3 : Dans les zones laissées en blanc au plan annexé, les semis et plantations d'essences forestières sont subordonnés à l'absence d'opposition du Préfet.

Par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, le Préfet peut dans ces zones, imposer une marge de "non sylvandi", pouvant varier de 4 à 20 mètres, selon l'exposition ou l'essence introduite, cette marge devra être respectée entre les limites des semis ou plantations et les limites des fonds voisins non boisés.

Article 4 : Dans les zones teintées en vert au plan ci-annexé, chaque propriétaire reste libre d'effectuer les boisements de son choix.

Article 5 : Quiconque veut procéder à l'intérieur des zones définies à l'article 3 à des semis ou plantations d'essences forestières doit en faire la demande au Préfet, soit directement, soit par l'intermédiaire du Maire, en précisant les désignation cadastrales des parcelles à boiser et la nature sommaire des travaux projetés. La demande est présentée en trois exemplaires sur des imprimés mis à la disposition des intéressés par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Saône, le Maire de la commune de BOUHANS-LES-LURE, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Lure et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs.

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général



Michel FUZEAU

PRÉFECTURE DE LA HAUTE SAÔNE



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PÊCHE

Direction Départementale
de l'Agriculture et de la Forêt

Service de l'Aménagement Rural
et de l'Environnement

ARRETE/DDAF/R/99 n° 27 du 26 janvier 1999
portant interdiction et réglementation de certains
boisements dans la commune de CALMOUTIER

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE
Chevalier de la Légion d'honneur,

- VU** le livre 1er du code rural, notamment les articles L 121-1, L 126-1 à L 126-6 et R 121-1 à R 121-32, R 126-1 à R 126-10,
- VU** le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes de l'Etat dans les départements,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 658-01 du 28 mars 1998, portant création de zones dans lesquelles peut être mise en oeuvre la réglementation des boisements en application de l'article L 126-1 (1°) du code rural,
- VU** l'arrêté préfectoral SG/BO/I/99 n° 4-1 du 4 janvier 1999 portant délégation de signature à M. Alain MARAVAL, ingénieur en chef d'agronomie, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- VU** la proposition de la commission communale d'aménagement foncier,
- VU** l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier,

ARRETE

Article 1er : Les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés dans la commune de CALMOUTIER ainsi que précisé aux articles suivants.

Article 2 : Sur tout le territoire de la commune, par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, les semis ou plantations d'essences forestières sont interdits :

- à moins de 6 mètres des rives des cours d'eau et des fossés d'assainissement, sauf cas particuliers ou règlement en vigueur,
- à une distance pouvant varier de 6 à 10 mètres de l'axe des voies communales, chemins ruraux et chemins d'association foncière,
- à moins de 50 mètres des maisons d'habitations.

La zone où s'applique cette interdiction générale et permanente est teintée en rouge vif au plan ci-annexé (cours d'eau, fossés, voies et chemins).

Article 3 : Dans les zones laissées en blanc au plan annexé, les semis et plantations d'essences forestières y compris la culture d'arbres de Noël sont subordonnés à l'absence d'opposition du préfet.

Par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, le préfet peut dans ces zones, imposer une bande de "non boisement", pouvant varier de 4 à 20 mètres, selon l'exposition ou l'essence introduite, entre le boisement à effectuer et les fonds voisins non boisés.

6

Article 4 : Dans les zones teintées en vert au plan ci-annexé, chaque propriétaire reste libre d'effectuer les boisements de son choix, sous réserve du respect d'autres réglementations en vigueur

Article 5 : Quiconque veut procéder à l'intérieur des zones définies à l'article 3 à des semis ou plantations d'essences forestières y compris à la culture d'arbres de Noël doit en faire la demande au préfet, soit directement, soit par l'intermédiaire du maire, en précisant les désignations cadastrales des parcelles à boiser et la nature sommaire des travaux projetés. La demande est présentée en un exemplaire sur un imprimé mis à la disposition des intéressés par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt

Article 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Haute-Saône.

Article 7 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Haute-Saône à Vesoul, le maire de la commune de CALMOUTIER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs

Pour le préfet de la Haute-Saône et par délégation
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt

Alain MARAVAL

Pour ampliation
Pour le préfet
Le chef du service d'administration générale


Dominique AMIOTTE

PRÉFECTURE DE LA HAUTE SAÔNE



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PÊCHE

Direction Départementale
de l'Agriculture et de la Forêt

Service de l'Aménagement Rural
et de l'Environnement

ARRETE/DDAF/R/99 n° 86 du 15 mars 1999
portant interdiction et réglementation de certains
boisements dans la commune de CERRE LES NOROY

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE
Chevalier de la Légion d'honneur,

- VU le livre 1er du code rural, notamment les articles L 121-1, L 126-1 à L 126-6 et R 121-1 à R 121-32, R 126-1 à R 126-10,
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral n° 658-01 du 28 mars 1998, portant création de zones dans lesquelles peut être mise en oeuvre la réglementation des boisements en application de l'article L 126-1 (1°) du code rural,
VU l'arrêté préfectoral SG/BO/I/99 n° 4.1 du 4 janvier 1999 portant délégation de signature à M. Alain MARAVAL, ingénieur en chef d'agronomie, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
VU la proposition de la commission communale d'aménagement foncier,
VU l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier,

ARRETE

Article 1er : Les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés dans la commune de CERRE LES NOROY ainsi que précisé aux articles suivants.

Article 2 : Sur tout le territoire de la commune, par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, les semis ou plantations d'essences forestières sont interdits :

- à moins de 6 mètres des rives des cours d'eau et des fossés d'assainissement, sauf cas particuliers ou règlement en vigueur,
- à une distance pouvant varier de 6 à 10 mètres de l'axe des voies communales, chemins ruraux et chemins d'association foncière,
- à moins de 50 mètres des maisons d'habitations.

La zone où s'applique cette interdiction générale et permanente est teintée en rouge vif au plan ci-annexé (cours d'eau, fossés, voies et chemins).

Article 3 : Dans les zones laissées en blanc au plan annexé, les semis et plantations d'essences forestières y compris la culture d'arbres de Noël sont subordonnés à l'absence d'opposition du préfet.

Par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, le préfet peut dans ces zones, imposer une bande de "non boisement", pouvant varier de 4 à 20 mètres, selon l'exposition ou l'essence introduite, entre le boisement à effectuer et les fonds voisins non boisés.

Article 4 : Dans les zones teintées en vert au plan ci-annexé, chaque propriétaire reste libre d'effectuer les boisements de son choix, sous réserve du respect d'autres réglementations en vigueur

Article 5 : Quiconque veut procéder à l'intérieur des zones définies à l'article 3 à des semis ou plantations d'essences forestières y compris à la culture d'arbres de Noël doit en faire la demande au préfet, soit directement, soit par l'intermédiaire du maire, en précisant les désignations cadastrales des parcelles à boiser et la nature sommaire des travaux projetés. La demande est présentée en un exemplaire sur un imprimé mis à la disposition des intéressés par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt


Article 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Haute-Saône.

Article 7 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Haute-Saône à Vesoul, le maire de la commune de CERRE LES NOROY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs

Pour le préfet de la Haute-Saône et par délégation
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt

Alain MARAVAL

Pour ampliation
Pour le préfet
Le chef du service d'administration générale



Dominique AMIOTTE

PRÉFECTURE
DE LA
HAUTE-SAONE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE

ARRÊTÉ DDA/I/85 n° 66

du 21 mai 1985

portant interdiction et réglementation de
certains boisements dans la commune de
CHATENEY

SERVICE : Aménagement Foncier
Forestier et Rural

LE SOUS-PREFET,
Commissaire Adjoint de la République
de l'arrondissement de LURE

VU le titre I du livre I du code rural, notamment les articles 1 bis et 52-1,
VU le décret n° 61-602 du 13 juin 1961 pour l'application de l'article 52-1 du
code rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boisements,
VU le décret n° 61-603 du 13 juin 1961 réprimant certaines infractions en matière
de boisements interdits ou réglementés par l'application de l'article 52-1 du
code rural,
VU le décret n° 65-127 du 17 février 1965 décidant l'application au département de
la Haute-Saône de l'article 52-1 susvisé,
VU l'avis de la chambre d'Agriculture,
VU l'avis de la commission communale de réglementation des boisements
VU l'avis de la commission départementale de réorganisation foncière,
VU le rapport de l'Ingénieur en chef d'agronomie, directeur départemental de l'agri-
culture et de la forêt de la Haute-Saône,
SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône.

- A R R E T E -

- - - - -

Article 1er : les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés
dans la commune de **chateney** ainsi que précisé aux articles suivants.

Article 2 : sur tout le territoire de la commune, par dérogation aux prescriptions
de l'article 671 du code civil, les semis ou plantations d'essences forestières
sont interdits :

- à moins de six mètres des rives des cours et des fossés,
- à une distance pouvant varier de 6 à 15 mètres de l'axe des chemins et des routes
selon l'importance des voies, ou le manque de visibilité,
- à moins de 50 mètres des maisons d'habitation.

La zone où s'applique cette interdiction générale et permanente est teintée en
rouge vif au plan annexé (cours d'eau, fossés, chemins et routes).

.../...

.../...

- 2 -

article 3 :

- a) dans les zones laissées en blanc au plan ci-annexé, les semis ou plantations d'essences forestières sont subordonnés à l'absence d'opposition du sous-préfet, commissaire adjoint de la république,

Par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, le sous-préfet, commissaire adjoint de la république peut, dans ces zones, imposer une marge de "non sylvandi" pouvant varier de 4 à 20 mètres, selon l'exposition ou l'essence introduite, cette marge devra être respectée entre les limites des semis ou plantations et les limites des fonds voisins non boisés.

- b) dans les zones teintées en vert au plan ci-annexé, chaque propriétaire reste libre d'effectuer les boisements de son choix.

Article 4 : quiconque veut procéder à l'intérieur des zones définies à l'article 3 a) à des semis ou plantations d'essences forestières. soit en faire la demande au sous-préfet, commissaire adjoint de la république, soit directement, soit par l'intermédiaire du maire, en précisant la désignation cadastrale des parcelles à boiser et la nature sommaire des travaux projetés. La demande est présentée en trois exemplaires sur des imprimés mis à la disposition des intéressés par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt.

article 5 : le sous-préfet, commissaire adjoint de la république de l'arrondissement de LURE, le maire de la commune de CHATENEY l'ingénieur en chef d'agronomie, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le commandant de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs.

A LURE, le 21 mai 1963

LE SOUS-PREFET,
Commissaire Adjoint de la République

M. Vincent Ph. CRIVA

Pour ampliation.

LE SOUS-PREFET,
COMMISSAIRE ADJOINT DE LA REPUBLIQUE,

Pour LE SOUS-PREFET,
Commissaire Adjoint de la République.

Le Secrétaire en Chef de la Sous-Préfecture,

M. M. M. M.

René TERREAUX

PRÉFECTURE
DE LA
HAUTE-SAONE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE

ARRÊTÉ DDA/I/85 n° 65

du 21 mai 1985

portant interdiction et réglementation de
certains boisements dans la commune de
CHATENOIS

SERVICE : Aménagement Foncier
Forestier et Rural

LE SOUS-PREFET,
Commissaire Adjoint de la République
de l'arrondissement de LURE

VU le titre I du livre I du code rural, notamment les articles 1 bis et 52-1,
VU le décret n° 61-602 du 13 juin 1961 pour l'application de l'article 52-1 du
code rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boisements,
VU le décret n° 61-603 du 13 juin 1961 réprimant certaines infractions en matière
de boisements interdits ou réglementés par l'application de l'article 52-1 du
code rural,
VU le décret n° 65-127 du 17 février 1965 décidant l'application au département de
la Haute-Saône de l'article 52-1 susvisé,
VU l'avis de la chambre d'Agriculture,
VU l'avis de la commission communale de réglementation des boisements
VU l'avis de la commission départementale de réorganisation foncière,
VU le rapport de l'ingénieur en chef d'agronomie, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Haute-Saône,
SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône.

- A R R E T E -

- - - - -

Article 1er : les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés
dans la commune de CHATENOIS ainsi que précisé aux articles suivants.

Article 2 : sur tout le territoire de la commune, par dérogation aux prescriptions
de l'article 671 du code civil, les semis ou plantations d'essences forestières
sont interdits :

- à moins de six mètres des rives des cours et des fossés,
- à une distance pouvant varier de 6 à 15 mètres de l'axe des chemins et des routes
selon l'importance des voies, ou le manque de visibilité,
- à moins de 50 mètres des maisons d'habitation.

La zone où s'applique cette interdiction générale et permanente est teintée en
rouge vif au plan annexé (cours d'eau, fossés, chemins et routes).

.../...

article 3 :

- a) dans les zones laissées en blanc au plan ci-annexé, les semis ou plantations d'essences forestières sont subordonnés à l'absence d'opposition du sous-préfet, commissaire adjoint de la république,

Par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, le sous-préfet, commissaire adjoint de la république peut, dans ces zones, imposer une marge de "non sylvandi" pouvant varier de 4 à 20 mètres, selon l'exposition ou l'essence introduite, cette marge devra être respectée entre les limites des semis ou plantations et les limites des fonds voisins non boisés.

- b) dans les zones teintées en vert au plan ci-annexé, chaque propriétaire reste libre d'effectuer les boisements de son choix.

Article 4 : quiconque veut procéder à l'intérieur des zones définies à l'article 3 a) à des semis ou plantations d'essences forestières. soit en faire la demande au sous-préfet, commissaire adjoint de la république, soit directement, soit par l'intermédiaire du maire, en précisant la désignation cadastrale des parcelles à boiser et la nature sommaire des travaux projetés. La demande est présentée en trois exemplaires sur des imprimés mis à la disposition des intéressés par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt.

article 5 : le sous-préfet, commissaire adjoint de la république de l'arrondissement de LURE, le maire de la commune de CHATENOIS l'ingénieur en chef d'agronomie, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le commandant de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs.

A LURE, le 21 mai 1985

LE SOUS-PREFET,
Commissaire Adjoint de la République

Pour ampliation.

Vincent Ph. GRIMA

LE SOUS-PREFET,
COMMISSAIRE ADJOINT DE LA REPUBLIQUE,

Pour LE SOUS-PREFET,
Commissaire Adjoint de la République
et par délégation,
Secrétaire Général
Mucunier

René TERREAUX

ARRETE DDA/I/74 n° 1631 du 12 JUIN 1975

portant interdiction et réglementation de cer-
tains boisements dans la commune de COLOMBE LES
VESOUL.

LE PREFET DE LA HAUTE SAONE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU le Titre I du Livre I du Code Rural, notamment les articles 1 bis et 52-1 ;
- VU le décret n° 62-602 du 13 Juin 1961 pour l'application de l'article 52-1 du Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boisements ;
- VU le décret n° 61-603 du 13 Juin 1961 réprimant certaines infractions en matière de boisements interdits ou réglementés par application de l'article 52-1 du Code Rural ;
- VU le décret n° 65-127 du 17 Février 1965 décidant l'application au département de la Haute-Saône de l'article 52-1 susvisé ;
- VU l'avis de la Chambre d'Agriculture ;
- VU l'avis de la Commission Communale de Réglementation des Boisements de COLOMBE LES
VESOUL ;
- VU l'avis de la Commission Départementale de Réorganisation foncière ;
- SUR la proposition de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux, et des Forêts,
Directeur Départemental de l'Agriculture de la Haute-Saône.

- A R R E T E -

- Article 1er : Les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés dans la commune de COLOMBE LES VESOUL ainsi que précisé aux articles suivants.

- Article 2 : Sur tout le territoire de la commune, par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du Code Civil, les semis ou plantations d'essences forestières sont interdits :

- à moins de 6 mètres des rives des cours d'eau à débit permanent ;
- à une distance pouvant varier de 6 à 10 mètres de l'axe des chemins selon l'importance des voies, ou le manque de visibilité ;
- à moins de 50 mètres des maisons d'habitation.

La zone où s'applique cette interdiction générale et permanente est teinte en rouge vif au plan annexé.

- Article 3 : Dans les zones teintes en bleu au plan ci-annexé, les semis ou plantations d'essences forestières sont subordonnés à l'absence d'opposition du Préfet.

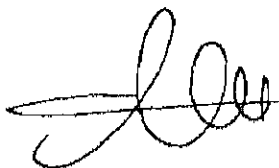
Par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du Code Civil, le Préfet peut, dans ces zones, imposer une marge de "non sylvandi", pouvant varier de 4 à 20 mètres, selon l'exposition ou l'essence introduite, cette marge devra être respectée entre les limites des semis ou plantations et les limites des fonds voisins non boisés.

.../.../...

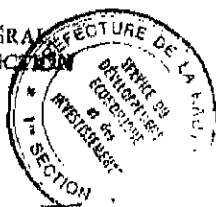
ARTICLE 4.- Quiconque veut procéder à l'intérieur des zones définies à l'article 3 à des semis ou plantations d'essences forestières, doit en faire la demande au Préfet, soit directement, soit par l'intermédiaire du Maire, en précisant la désignation cadastrale des parcelles à boiser et la nature sommaire des travaux projetés; La demande est présentée en trois exemplaires sur des imprimés mis à la disposition des intéressés à la Mairie de **COLOMBE LES VESOUL**.

ARTICLE 5.- Le Secrétaire Général de la Haute-Saône, le Sous-Préfet de LURE, le Maire de la commune de **COLOMBE LES VESOUL**, l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, et le Commandant de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs.

POUR AMPLIATION
Pour le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
L'ATTACHÉ, CHEF DE LA SECTION



J.P. KEUSCH



A VESOUL, le **12 JUIN 1975**

LE PREFET
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général délégué

Gérard LEFEBVRE

PRÉFECTURE DE LA HAUTE SAÔNE



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PÊCHE

Direction Départementale
de l'Agriculture et de la Forêt

Service de l'Aménagement Rural
et de l'Environnement

ARRETE/DDAF/R/99 n° 28 du 26 janvier 1999
portant interdiction et réglementation de certains
boisements dans la commune de COLOMBOTTE

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE
Chevalier de la Légion d'honneur,

- VU** le livre 1er du code rural, notamment les articles L 121-1, L 126-1 à L 126-6 et R 121-1 à R 121-32, R 126-1 à R 126-10,
- VU** le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes de l'Etat dans les départements,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 658-01 du 28 mars 1998, portant création de zones dans lesquelles peut être mise en oeuvre la réglementation des boisements en application de l'article L 126-1 (1°) du code rural,
- VU** l'arrêté préfectoral SG/BO/I/99 n° 4.1 du 4 janvier 1999 portant délégation de signature à M. Alain MARAVAL, Ingénieur en chef d'agronomie, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- VU** la proposition de la commission communale d'aménagement foncier,
- VU** l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier,

ARRETE

Article 1er : Les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés dans la commune de COLOMBOTTE ainsi que précisé aux articles suivants.

Article 2 : Sur tout le territoire de la commune, par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, les semis ou plantations d'essences forestières sont interdits :

- à moins de 6 mètres des rives des cours d'eau et des fossés d'assainissement, sauf cas particuliers ou règlement en vigueur,
- à une distance pouvant varier de 6 à 10 mètres de l'axe des voies communales, chemins ruraux et chemins d'association foncière,
- à moins de 50 mètres des maisons d'habitations.

La zone où s'applique cette interdiction générale et permanente est teintée en rouge vif au plan ci-annexé (cours d'eau, fossés, voies et chemins).

Article 3 : Dans les zones laissées en blanc au plan annexé, les semis et plantations d'essences forestières y compris la culture d'arbres de Noël sont subordonnés à l'absence d'opposition du préfet.

Par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, le préfet peut dans ces zones, imposer une bande de "non boisement", pouvant varier de 4 à 20 mètres, selon l'exposition ou l'essence introduite, entre le boisement à effectuer et les fonds voisins non boisés.



Article 4 : Dans les zones teintées en vert au plan ci-annexé, chaque propriétaire reste libre d'effectuer les boisements de son choix, sous réserve du respect d'autres réglementations en vigueur

Article 5 : Quiconque veut procéder à l'intérieur des zones définies à l'article 3 à des semis ou plantations d'essences forestières y compris à la culture d'arbres de Noël doit en faire la demande au préfet, soit directement, soit par l'intermédiaire du maire, en précisant les désignations cadastrales des parcelles à boiser et la nature sommaire des travaux projetés. La demande est présentée en un exemplaire sur un imprimé mis à la disposition des intéressés par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt

Article 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Haute-Saône.

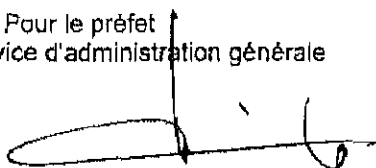
Article 7 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Haute-Saône à Vesoul, le maire de la commune de COLOMBOTTE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs

Pour le préfet de la Haute-Saône et par délégation
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt

Alain MARAVAL

Pour ampliation

Pour le préfet
Le chef du service d'administration générale



Dominique AMIOTTE

PRÉFECTURE DE LA HAUTE SAÔNE



Direction Départementale
de l'Agriculture et de la Forêt

Service de l'Aménagement Rural
et de l'Environnement

ARRETE/DDAF/R/99 n° 29 du 26 janvier 1999
portant interdiction et réglementation de certains
boisements dans la commune de LA CREUSE

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE
Chevalier de la Légion d'honneur,

- VU** le livre 1er du code rural, notamment les articles L 121-1, L 126-1 à L 126-6 et R 121-1 à R 121-32, R 126-1 à R 126-10,
- VU** le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes de l'Etat dans les départements,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 658-01 du 28 mars 1998, portant création de zones dans lesquelles peut être mise en oeuvre la réglementation des boisements en application de l'article L 126-1 (1°) du code rural,
- VU** l'arrêté préfectoral SG/BO//99 n° 4.1 du 4 janvier 1999 portant délégation de signature à M. Alain MARAVAL, ingénieur en chef d'agronomie, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- VU** la proposition de la commission communale d'aménagement foncier,
- VU** l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier,

ARRETE

Article 1er : Les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés dans la commune de LA CREUSE ainsi que précisé aux articles suivants.

Article 2 : Sur tout le territoire de la commune, par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, les semis ou plantations d'essences forestières sont interdits :

- à moins de 6 mètres des rives des cours d'eau et des fossés d'assainissement, sauf cas particuliers ou règlement en vigueur,
- à une distance pouvant varier de 6 à 10 mètres de l'axe des voies communales, chemins ruraux et chemins d'association foncière,
- à moins de 50 mètres des maisons d'habitations.

La zone où s'applique cette interdiction générale et permanente est teintée en rouge vif au plan ci-annexé (cours d'eau, fossés, voies et chemins).

Article 3 : Dans les zones laissées en blanc au plan annexé, les semis et plantations d'essences forestières y compris la culture d'arbres de Noël sont subordonnés à l'absence d'opposition du préfet.

Par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, le préfet peut dans ces zones, imposer une bande de "non boisement", pouvant varier de 4 à 20 mètres, selon l'exposition ou l'essence introduite, entre le boisement à effectuer et les fonds voisins non boisés.

Article 4 : Dans les zones teintées en vert au plan ci-annexé, chaque propriétaire reste libre d'effectuer les boisements de son choix, sous réserve du respect d'autres réglementations en vigueur

Article 5 :. Quiconque veut procéder à l'intérieur des zones définies à l'article 3 à des semis ou plantations d'essences forestières y compris à la culture d'arbres de Noël doit en faire la demande au préfet, soit directement, soit par l'intermédiaire du maire, en précisant les désignations cadastrales des parcelles à boiser et la nature sommaire des travaux projetés. La demande est présentée en un exemplaire sur un imprimé mis à la disposition des intéressés par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt

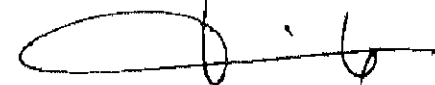
Article 6 :.Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Haute-Saône.

Article 7 : Le sous-préfet de Lure, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Haute-Saône à Vesoul, le maire de la commune de LA CREUSE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs

Pour le préfet de la Haute-Saône et par délégation
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt

Alain MARAVAL

Pour ampliation
Pour le préfet
Le chef du service d'administration générale



Dominique AMIOTTE

• DEPARTEMENT

de la

HAUTE-SAONE

-0-0-

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE

-0-0-

- République Française -

ARRETE DDA/I/78 n°3436 du 10 JUIL. 1978

portant interdiction et réglementation de certains
boisements dans la commune de CREVENEY.

LE PREFET DE LA HAUTE SAONE,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

- VU le Titre I du livre I du Code Rural, notamment les articles 1 bis et 52-1 ;
VU le décret n° 62-602 du 13 juin 1961 pour l'application de l'article 52-1 du Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boisements ;
VU le décret n° 61-603 du 13 juin 1961 réprimant certaines infractions en matière de boisements interdits ou réglementés par application de l'article 52-1 du Code Rural ;
VU le décret n° 65-127 du 17 février 1965 décidant l'application au Département de la Haute-Saône de l'article 52-1 susvisé ;
VU l'avis de la Chambre d'Agriculture ;
VU l'avis de la Commission Communale de Réglementation des Boisements de CREVENEY ;
VU l'avis de la Commission Départementale de Réorganisation Foncière ;
SUR la proposition de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture de la Haute-Saône.

- A R R E T E -

- Article 1er : Les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés dans la commune de CREVENEY ainsi que précisé aux articles suivants.
- Article 2 : Sur tout le territoire de la commune, par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du Code Civil, les semis ou plantations d'essences forestières sont interdits :
- à moins de 6 mètres des rives des cours d'eau à débit permanent ;
 - à une distance pouvant varier de 6 à 10 mètres de l'axe des chemins selon l'importance des voies, ou le manque de visibilité ;
 - à moins de 50 mètres des maisons d'habitation.
- La zone où s'applique cette interdiction générale et permanente est teinte en rouge vif au plan annexé.
- Article 3 : Dans les zones teintées en bleu au plan ci-annexé, les semis ou plantations d'essences forestières sont subordonnés à l'absence d'opposition du Préfet.
- Par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du Code Civil, le Préfet peut, dans ces zones, imposer une marge de "non sylvandi", pouvant varier de 4 à 20 mètres, selon l'exposition ou l'essence introduite, cette marge devra être respectée entre les limites des semis ou plantations et les limites des fonds voisins non boisés.

.../...

- Article 4 : Quiconque veut procéder à l'intérieur des zones définies à l'article 3 à des semis ou plantations d'essences forestières, doit en faire la demande au Préfet, soit directement, soit par l'intermédiaire du Maire, en précisant la désignation cadastrale des parcelles à boiser et la nature sommaire des travaux projetés. La demande est présentée en trois exemplaires sur des imprimés mis à la disposition des intéressés à la Mairie de CREVENEY.

- Article 5 : Le Secrétaire Général de la Haute-Saône, le Sous Préfet de LURE, le Maire de la Commune de CREVENEY, l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur départementale de l'Agriculture, et le Commandant de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs.

A VESOUL, le 10 JUIN 1978

LE PREFET,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Jean-Claude BETANCOURT

POUR AMPLIATION:

Pour le Secrétaire Général
Attaché, Chef du Service
de la Coordination et de
l'Action Econ.



J. P. KEUSCH

PRÉFECTURE DE LA HAUTE SAÔNE



Direction Départementale
de l'Agriculture et de la Forêt

Service de l'Aménagement Rural
et de l'Environnement

ARRETE/DDAF/R/99 n° 30 du 26 janvier 1999
portant interdiction et réglementation de certains
boisements dans la commune de DAMPVALLEY-LES-
COLOMBE

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE
Chevalier de la Légion d'honneur,

- VU** le livre 1er du code rural, notamment les articles L 121-1, L 126-1 à L 126-6 et R 121-1 à R 121-32, R 126-1 à R 126-10,
- VU** le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes de l'Etat dans les départements,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 658-01 du 28 mars 1998, portant création de zones dans lesquelles peut être mise en oeuvre la réglementation des boisements en application de l'article L 126-1 (1°) du code rural,
- VU** l'arrêté préfectoral SG/BO//99 n° 4.1 du 4 janvier 1999 portant délégation de signature à M. Alain MARAVAL, ingénieur en chef d'agronomie, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- VU** la proposition de la commission communale d'aménagement foncier,
- VU** l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier,

ARRETE

Article 1er : Les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés dans la commune de DAMPVALLEY-LES-COLOMBE ainsi que précisé aux articles suivants.

Article 2 : Sur tout le territoire de la commune, par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, les semis ou plantations d'essences forestières sont interdits :

- à moins de 6 mètres des rives des cours d'eau et des fossés d'assainissement, sauf cas particuliers ou règlement en vigueur,
- à une distance pouvant varier de 6 à 10 mètres de l'axe des voies communales, chemins ruraux et chemins d'association foncière,
- à moins de 50 mètres des maisons d'habitations.

La zone où s'applique cette interdiction générale et permanente est teintée en rouge vif au plan ci-annexé (cours d'eau, fossés, voies et chemins).

Article 3 : Dans les zones laissées en blanc au plan annexé, les semis et plantations d'essences forestières y compris la culture d'arbres de Noël sont subordonnés à l'absence d'opposition du préfet.

Par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, le préfet peut dans ces zones, imposer une bande de "non boisement", pouvant varier de 4 à 20 mètres, selon l'exposition ou l'essence introduite, entre le boisement à effectuer et les fonds voisins non boisés.

Article 4 : Dans les zones teintées en vert au plan ci-annexé, chaque propriétaire reste libre d'effectuer les boisements de son choix, sous réserve du respect d'autres réglementations en vigueur

Article 5 : Quiconque veut procéder à l'intérieur des zones définies à l'article 3 à des semis ou plantations d'essences forestières y compris à la culture d'arbres de Noël doit en faire la demande au préfet, soit directement, soit par l'intermédiaire du maire, en précisant les désignations cadastrales des parcelles à boiser et la nature sommaire des travaux projetés. La demande est présentée en un exemplaire sur un imprimé mis à la disposition des intéressés par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt

Article 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Haute-Saône.

Article 7 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Haute-Saône à Vesoul, le maire de la commune de DAMPVALLEY-LES-COLOMBE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs

Pour le préfet de la Haute-Saône et par délégation
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt

Alain MARAVAL

Pour ampliation

Pour le préfet

Le chef du service d'administration générale


Dominique AMIOTTE

PREFECTURE DE LA HAUTE-SAONE

République française

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE

service de l'aménagement
foncier forestier
et rural

ARRETE DDA/I/8 n° 110

du 31 AOUT 1984

portant interdiction et réglementation
de certains boisements dans la commune
de GENEVREY

Le Sous-Préfet,
Commissaire adjoint de la République
de l'arrondissement de Lure

VU le titre I du livre I du code rural, notamment les articles I bis et 52-1

VU le décret n° 61-602 du 13 juin 1961 pour l'application de l'article 52-1 du
code rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains
boisements,

VU le décret n° 65-127 du 17 février 1965 décidant l'application au département
de la Haute-Saône de l'article 52-1 susvisé

VU l'avis de la chambre d'agriculture

VU l'avis de la commission communale de réglementation des boisements

VU l'avis de la commission départementale de réorganisation foncière,

VU le rapport de l'ingénieur en chef du génie rural des eaux et des forêts,
directeur départemental de l'agriculture de la Haute-Saône.

- A R R E T E -

article 1er : les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés dans
la commune de GENEVREY ainsi que précisé aux articles suivants.

article 2 : sur tout le territoire de la commune, par dérogation aux prescriptions
de l'article 671 du code civil, les semis ou plantations d'essences forestières
sont interdits :

- à moins de six mètres des rives des cours d'eau et des fossés,
- à une distance pouvant varier de 6 à 15 mètres de l'axe des chemins et des
routes selon l'importance des voies, ou le manque de visibilité
- à moins de 50 mètres des maisons d'habitations.

La zone où s'applique cette interdiction générale et permanente est teintée en
rouge vif au plan annexé (cours d'eau, fossés, chemins et routes).

.../...

article 3 :

- a) dans les zones laissées en blanc au plan ci-annexé, les semis ou plantations d'essences forestières sont subordonnés à l'absence d'opposition du sous-préfet, commissaire adjoint de la république,

Par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, le sous-préfet, commissaire adjoint de la république peut, dans ces zones, imposer une marge de "non sylvandi" pouvant varier de 4 à 20 mètres, selon l'exposition ou l'essence introduite, cette marge devra être respectée entre les limites des semis ou plantations et les limites des fonds voisins non boisés.

- b) dans les zones teintées en vert au plan ci-annexé, chaque propriétaire reste libre d'effectuer les boisements de son choix.

article 4 : quiconque veut procéder à l'intérieur des zones définies à l'article 3 a) à des semis ou plantations d'essences forestières, doit en faire la demande au sous-préfet, commissaire adjoint de la république, soit directement, soit par l'intermédiaire du maire, en précisant la désignation cadastrale des parcelles à boiser et la nature sommaire des travaux projetés. La demande est présentée en trois exemplaires sur des imprimés mis à la disposition des intéressés par la direction départementale de l'agriculture.

article 5 : le sous-préfet, commissaire adjoint de la république de l'arrondissement de LURE, le maire de la commune de GENEVREY, l'ingénieur en chef du génie rural des eaux et des forêts, directeur départemental de l'agriculture et le commandant de gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs.

A LURE, le 31 AOUT 1984

Le Sous-Préfet,
Commissaire adjoint de la République

Pour application.

LE SOUS-PREFET,
COMMISSAIRE ADJOINT DE LA REPUBLIQUE,

Vincent PH. GRIMA

Pour le Sous-Prefet,
Commissaire Adjoint de la République
et par délégation,
Le Secrétaire en Chef de la Sous-Préfecture;

M. M. M. M. M.

ROSE TERNIAUX

DEPARTEMENT

- République Française -

de la

HAUTE-SAONE

ARRETE DDA/I/71

n° 114 du 22 NOV 1974

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE

portant interdiction et réglementation de cer-
tains boisements dans la commune de **LIEVANS.**

LE PREFET DE LA HAUTE SAONE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Titre I du livre I du Code Rural, notamment les articles 1 bis et 52-1 ;

VU le décret n° 61-602 du 13 Juin 1961 pour l'application de l'article 52-1 du
Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains
boisements ;

VU le décret n° 61-603 du 13 Juin 1961 réprimant certaines infractions en matière
de boisements interdits ou réglementés par application de l'article 52-1 du
Code Rural ;

VU le décret n° 65-127 du 17 Février 1965 décidant l'application au département
de la Haute-Saône de l'article 52-1 susvisé ;

VU l'avis de la Chambre d'Agriculture ;

VU l'avis de la Commission Communale de Réglementation des Boisements de **LIEVANS ;**

VU l'avis de la Commission Départementale de Réorganisation foncière ;

SUR la proposition de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts,
Directeur Départemental de l'Agriculture de la Haute-Saône ;

- A R R E T E -
=====

ARTICLE 1.- Les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés dans
la commune de **LIEVANS** ainsi que précisé aux articles
suivants.

ARTICLE 2.- Sur tout le territoire de la commune, par dérogation aux prescriptions
de l'article 671 du Code Civil, les semis ou plantations d'essences forestières
sont interdits :

- à moins de 6 mètres des rives des cours d'eau à débit permanent ;
- à une distance pouvant varier de 6 à 10 mètres de l'axe des chemins
selon l'importance des voies, ou le manque de visibilité ;
- à moins de 50 mètres des maisons d'habitation.

La zone où s'applique cette interdiction générale et permanente est
teintée en rouge vif au plan annexé.

ARTICLE 3.- Dans les zones teintées en bleu au plan ci-annexé, les semis ou plan-
tations d'essences forestières sont subordonnés à l'absence d'opposition du Préfet.

Par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du Code Civil, le
Préfet peut, dans ces zones, imposer une marge de "non sylvandi", pouvant varier
de 4 à 20 mètres, selon l'exposition ou l'essence introduite, cette marge devra
être respectée entre les limites des semis ou plantations et les limites des
fonds voisins non boisés.

.../.../...

ARTICLE 5.- Le Secrétaire Général de la Haute-Saône, le Sous-Préfet de LURE, le Maire de la commune de **LIEVANS**, l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, et le Commandant de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs.

Signé : H. BERNARD DE PELAGEY

PALESTINE
INTELLIGENCE
SECTION

J. P. KEUSCH

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE

Service du Génie Rural
des Eaux et des Forêts

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Département de la Haute-Saône

COMMUNE de ~~LANTENOT~~

1969

ARRETE GREF/RA/N° 1234 en date du 23 MAI 1969
Portant interdiction et réglementation de certains boisements

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE

~~Officier~~ Chevalier de La Légion d'Honneur

VU l'article 52-1 du Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boisements
VU le décret n° 61-602 du 13 Juin 1961 pour l'application de l'article 52-1 du Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boisements
VU le décret n° 61-603 du 13 Juin 1961 reprimant les infractions en matière de boisements interdits ou réglementés par application de l'article 52-1 du Code Rural
VU le décret 65-127 du 17 Février 1965 décidant l'application au département de la Haute-Saône de l'article 52-1 susvisé
VU l'avis de la Chambre d'Agriculture
VU l'avis de la Commission Communale de Réorganisation foncière, de remembrement et de réglementation des boisements de LANTENOT,
VU l'avis de la Commission Départementale de Réorganisation foncière, de remembrement et de réglementation des boisements
SUR la proposition de Mr l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts ~~Directeur Départemental de l'Agriculture~~
SUR le rapport de ~~Mr le Secrétaire Général de la Haute-Saône~~

- A R R E T E -

ART. 1.- Les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementées dans la Commune de ~~LANTENOT~~ ainsi que précisé aux articles suivants.

Cette réglementation s'applique à toutes les essences forestières.

ART. 2.- Sur tout le territoire de la Commune, par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du Code Rural, les semis ou plantations d'essences forestières sont interdits :

- à moins de 6 mètres des rives des cours d'eau à débit permanent et de l'axe des chemins ;
- à moins de 50 mètres des maisons d'habitations.

La zone où s'applique cette interdiction générale et permanente

.../...

est teintée en rouge vif au plan ci-annexé.

ART. 3.- Dans les zones teintées en rouge pâle au plan ci-annexé, les semis et plantations d'essences forestières sont interdits pendant une période de 4 ans à dater de la signature du présent arrêté.

A l'expiration de cette période, les semis et plantations d'essences forestières seront réglementés, dans ces zones, conformément aux prescriptions de l'Article 4.

ART. 4.- Dans les zones teintées en bleu au plan ci-annexé, les semis ou plantations d'essences forestières sont subordonnés à l'absence d'opposition du Préfet.

Par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du Code Rural, l'autorisation de ~~M. le~~ Préfet pourra, dans ces zones, imposer une marge de "non sylvandi", pouvant varier de 4 à 20 mètres selon l'exposition et qui devra être respectée entre les limites des semis ou plantations et la limite des fonds voisins non boisés.

ART. 5.- Quiconque veut procéder à l'intérieur des zones définies à l'Article 4 ci-dessus à des semis ou plantations d'essences forestières doit en faire la demande à ~~M. le~~ Préfet, soit directement, soit par l'intermédiaire du maire, en précisant la désignation cadastrale des parcelles à boiser et la nature sommaire des travaux projetés. La demande est présentée en trois exemplaires sur des imprimés mis à la disposition des intéressés à la Mairie de **LURE**

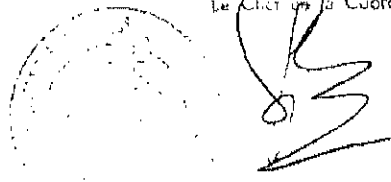
ART. 6.- ~~M.~~ le Secrétaire Général de la Haute-Saône, le Sous-Préfet de LURE, le Maire de **LURE**, l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, et le Commandant de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs.

POUR AMPLIATION:

VESOUL, le 23. MAI 1969

Pour le Préfet:
Le Chef de la Coordination

LE PRÉFET,
RENÉ ERIGNAC



15 JUIL. 1971

ARRÊTE GREF/RA N° 1672 du
portant interdiction de réglementation de certains boisements
dans la commune de MAILLERONCOURT-CHARETTE

LE PREFET DE LA HAUTE-SAÔNE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU l'article 52-1 du Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boisements,
- VU le décret n° 61-602 du 13 Juin 1961 pour l'application de l'article 52-1 du Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boisements,
- VU le décret n° 61-603 du 13 Juin 1961 réprimant les infractions en matière de boisements interdits ou réglementés par application de l'article 52-1 du Code Rural,
- VU le décret n° 65-127 du 17 Février 1965 décidant l'application au département de la Haute-Saône de l'article 52-1 susvisé,
- VU l'avis de la Chambre d'Agriculture,
- VU l'avis de la Commission Communale de Réorganisation Foncière, de remembrement et de réglementation des boisements de MAILLERONCOURT-CHARETTE,
- VU l'avis de la Commission Départementale de Réorganisation Foncière, de remembrement et de réglementation des boisements,
- SUR la proposition de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture.

- A R R E T E -

- Article 1er : Les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés dans la commune de MAILLERONCOURT-CHARETTE ainsi que précisé aux articles suivants. Cette réglementation s'applique à toutes les essences forestières.

- Article 2 : Sur tout le territoire de la Commune, par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du Code Rural, les semis ou plantations d'essences forestières sont interdits :

- à moins de 6 mètres des rives des cours d'eau à débit permanent et de 8 mètres de l'axe des chemins
- à moins de 50 mètres des maisons d'habitations.

La zone où s'applique cette interdiction générale et permanente est teintée en rouge vif au plan ci-annexé.

- Article 3 : Dans les zones teintées en bleu au plan ci-annexé, les semis ou plantations d'essences forestières sont subordonnés à l'absence d'opposition du Préfet. Par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du Code Rural, le Préfet pourra, dans ces zones, imposer une marge de "non sylvandis" pouvant varier de 4 à 20 mètres selon l'exposition, cette marge devra être respectée entre les limites des semis ou plantations et la limite des fonds voisins non boisés.

.../...

- Article 4 : Quiconque veut procéder à l'intérieur des zones définies à l'article 4 ci-dessus à des semis ou plantations d'essences forestières doit en faire la demande au Préfet, soit directement, soit par l'intermédiaire du Maire, en précisant la désignation cadastrale des parcelles à boiser et la nature sommaire des travaux projetés. La demande est présentée en trois exemplaires sur des imprimés mis à la disposition des intéressés à la Mairie de MAILLERONCOURT-CHARETTE.

- Article 5 : Le Secrétaire Général de la Haute-Saône, le Sous-Préfet de Lure, le Maire de MAILLERONCOURT-CHARETTE, l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs.

VESOUL, le

15 JUL. 1971

LE PREFET,



Jean CERÉZ

ARRETE DDAF/I/93 n° 616 du 30 MARS 1993
portant interdiction et réglementation de certains boisements
dans la commune de MEURCOURT.

Le Préfet de la Haute-Saône,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le chapitre 1er du titre 1er du livre 1er du code rural et notamment les articles 1er - 2ème - 52-1 et 52-4,
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes de l'Etat dans les départements,
VU le décret n° 86-1415 du 31 décembre 1986 pris pour l'application des dispositions du chapitre 1er du titre 1er du livre 1er du code rural et relatif aux dispositions communes aux divers modes d'aménagement foncier,
VU le décret n° 86-1420 du 31 décembre 1986 modifié pris pour l'application de l'article 52-1 et de l'article 52-4 du code rural et relatif à l'interdiction et à la réglementation des plantations et des semis d'essences forestières,
VU le décret n° 90-357 du 17 avril 1990, modifiant le décret n° 86-1420 du 31 décembre 1986 et notamment le nouvel article 1 bis,
VU l'arrêté préfectoral n° 3230 du 20 décembre 1991, portant création de zones dans lesquelles peut être mise en oeuvre la réglementation des boisements en application de l'article 52-1 (1°) du Code Rural,
VU la proposition de la commission intercommunale d'aménagement foncier,
VU l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier,
VU le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
SUR la proposition du Secrétaire général de la Préfecture de la Haute-Saône.

- A R R E T E -

Article 1er : Les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés dans la commune de MEURCOURT ainsi que précisé aux articles suivants.

Article 2 : Sur tout le territoire de la commune, par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, les semis ou plantations d'essences forestières sont interdits :

- à moins de six mètres des rives des cours d'eau et des fossés d'assainissement,
- à une distance pouvant varier de 6 à 15 mètres de l'axe des routes et chemins selon l'importance des voies, ou le manque de visibilité,
- à moins de 50 mètres des maisons d'habitation.

La zone où s'applique cette interdiction générale et permanente est teintée en rouge vif au plan ci-annexé (cours d'eau, fossés, routes et chemins).

.../...

Article 3 : Dans les zones laissées en blanc au plan annexé, les semis et plantations d'essences forestières sont subordonnés à l'absence d'opposition du Préfet.

Par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, le Préfet peut dans ces zones, imposer une marge de "non sylvandi", pouvant varier de 4 à 20 mètres, selon l'exposition ou l'essence introduite, cette marge devra être respectée entre les limites des semis ou plantations et les limites des fonds voisins non boisés.

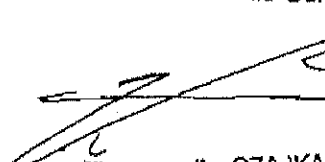
Article 4 : Dans les zones teintées en vert au plan ci-annexé, chaque propriétaire reste libre d'effectuer les boisements de son choix.

Article 5 : Quiconque veut procéder à l'intérieur des zones définies à l'article 3 à des semis ou plantations d'essences forestières doit en faire la demande au Préfet, soit directement, soit par l'intermédiaire du Maire, en précisant les désignation cadastrales des parcelles à boiser et la nature sommaire des travaux projetés. La demande est présentée en trois exemplaires sur des imprimés mis à la disposition des intéressés par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Saône, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Lure, le Maire de la commune de MEURCOURT, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs.

Paul RONCIERE

Pour ampliation
Pour le Secrétaire Général
et par délégation
L'Attaché Chef de Bureau


Emmanuelle CZAJKA



ARRETE DDA/I/8 n° 1930 du

7 AOUT 1981

portant interdiction et réglementation de certains
boisements dans la commune de MOLLANS.

LE PREFET DE LA HAUTE SAONE
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Titre I du livre I du Code Rural, notamment les articles 1 bis et 52-1 ;
VU le décret n° 62-602 du 13 juin 1961 pour l'application de l'article 52-1 du
Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boise-
ments ;
VU le décret n° 61-603 du 13 juin 1961 réprimant certaines infractions en matière
de boisements interdits ou réglementés par application de l'article 52-1 du
Code Rural ;
VU le décret n° 65-127 du 17 février 1965 décidant l'application au Département
de la Haute-Saône de l'article 52-1 susvisé ;
VU l'avis de la Chambre d'Agriculture ;
VU l'avis de la Commission Communale de Réglementation des Boisements de MOLLANS.
VU l'avis de la Commission Départementale de Réorganisation Foncière ;
VU le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts,
Directeur Départemental de l'Agriculture de la Haute-Saône ;
SUR la proposition du Secrétaire Général de la Haute-Saône.

- A R R E T E -

- Article 1er : les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés
dans la commune de MOLLANS ainsi que précisé aux articles
suivants.

- Article 2 : Sur tout le territoire de la commune, par dérogation aux prescriptions
de l'article 671 du Code Civil, les semis ou plantations d'essences forestières
sont interdits :

- à moins de 6 mètres des rives des cours d'eau à débit permanent ;
- à une distance pouvant varier de 6 à 10 mètres de l'axe des chemins
selon l'importance des voies, ou le manque de visibilité ;
- à moins de 50 mètres des maisons d'habitation.

La zone où s'applique cette interdiction générale et permanente est
teintée en rouge vif au plan annexé.

- Article 3 : Dans les zones teintées en bleu au plan ci-annexé, les semis ou
plantations d'essences forestières sont subordonnées à l'absence d'opposition du
Préfet.

Par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du Code Civil,
le Préfet peut, dans ces zones, imposer une marge de "non sylvandi", pouvant varier
de 4 à 20 mètres, selon l'exposition ou l'essence introduite, cette marge devra
être respectée entre les limites des semis ou plantations et les limites des fonds
voisins non boisés.

- Article 4 : Quiconque veut procéder à l'intérieur des zones définies à l'article 3 à des semis ou plantations d'essences forestières, doit en faire la demande au Préfet, soit directement, soit par l'intermédiaire du Maire, en précisant la désignation cadastrale des parcelles à boiser et la nature sommaire des travaux projetés. La demande est présentée en trois exemplaires sur des imprimés mis à la disposition des intéressés à la Mairie de HOLLANS.

- Article 5 : Le Secrétaire Général de la Haute-Saône, le Sous Préfet de LURE, le Maire de la Commune de HOLLANS, l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, et le Commandant de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs.



POUR AMPLIATION
Pour le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,
LE CHEF DE LA SECTION

Christiane PARMENTIER

A VESOUL, le 7 AOÛT 1981

LE PREFET,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Héric du GRANDLAUNAY

DEPARTEMENT

- République Française -

de la

HAUTE - SAONE

ARRETE DDA/1/76

n° 469 du 16 AVR 1976

portant interdiction et réglementation de certains boisements dans la commune de MONTJUSTIN.

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE

LE PREFET DE LA HAUTE SAONE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Titre I du livre I du Code Rural, notamment les articles 1 bis et 52-1 ;

VU le décret n° 61-602 du 13 Juin 1961 pour l'application de l'article 52-1 du Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boisements ;

VU le décret n° 61-603 du 13 Juin 1961 réprimant certaines infractions en matière de boisements interdits ou réglementés par application de l'article 52-1 du Code Rural ;

VU le décret n° 65-127 du 17 Février 1965 décidant l'application au département de la Haute-Saône de l'article 52-1 susvisé ;

VU l'avis de la Chambre d'Agriculture ;

VU l'avis de la Commission Communale de Réglementation des Boisements de MONTJUSTIN ;

VU l'avis de la Commission Départementale de Réorganisation foncière ;

SUR la proposition de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts,
Directeur Départemental de l'Agriculture de la Haute-Saône ;

- A R R E T E -
=====

ARTICLE 1.- Les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés dans la commune de MONTJUSTIN ainsi que précisé aux articles suivants.

ARTICLE 2.- Sur tout le territoire de la commune, par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du Code Civil, les semis ou plantations d'essences forestières sont interdits :

- à moins de 6 mètres des rives des cours d'eau à débit permanent ;
- à une distance pouvant varier de 6 à 10 mètres de l'axe des chemins selon l'importance des voies, ou le manque de visibilité ;
- à moins de 50 mètres des maisons d'habitation .

La zone où s'applique cette interdiction générale et permanente est teintée en rouge vif au plan annexé.

ARTICLE 3.- Dans les zones teintées en bleu au plan ci-annexé, les semis ou plantations d'essences forestières sont subordonnées à l'absence d'opposition du Préfet.
Par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du Code Civil, le Préfet peut, dans ces zones, imposer une marge de "non sylvandi", pouvant varier de 4 à 20 mètres, selon l'exposition ou l'essence introduite, cette marge devra être respectée entre les limites des semis ou plantations et les limites des fonds voisins non boisés.

.../.../...

ARTICLE 4..- Quiconque veut procéder à l'intérieur des zones définies à l'article 3 à des semis ou plantations d'essences forestières, doit en faire la demande au Préfet, soit directement, soit par l'intermédiaire du Maire, en précisant la désignation cadastrale des parcelles à boiser et la nature sommaire des travaux projetés. La demande est présentée en trois exemplaires sur des imprimés mis à la disposition des intéressés à la Mairie de MONTJUSTIN.

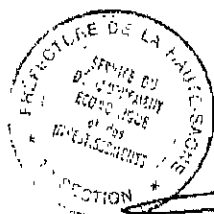
ARTICLE 5..- Le Secrétaire Général de la Haute-Saône, le Sous-Préfet de LURE, le Maire de la commune de MONTJUSTIN, l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, et le Commandant de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs.

POUR AMPLIATION
Pour le Secrétaire Général,
L'ATTACHE, CHEF DE LA SECTION

A VESOUL, le 16 AVR 1976

LE PREFET,

Pour le Préfet
Secrétaire Général délégué



Jean BARDÈCHE

J.P. KEUSCH



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PÊCHE

Direction Départementale
de l'Agriculture et de la Forêt

Service de l'Aménagement Rural
et de l'Environnement

ARRETE/DDAF/R/99 n° 87 du 15 mars 1999
portant interdiction et réglementation de certains
boisements dans la commune de NOROY LE BOURG

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE
Chevalier de la Légion d'honneur,

- VU** le livre 1er du code rural, notamment les articles L 121-1, L 126-1 à L 126-6 et R 121-1 à R 121-32, R 126-1 à R 126-10,
- VU** le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes de l'Etat dans les départements,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 658-01 du 28 mars 1998, portant création de zones dans lesquelles peut être mise en oeuvre la réglementation des boisements en application de l'article L 126-1 (1°) du code rural,
- VU** l'arrêté préfectoral SG/BO//99 n° 4.1 du 4 janvier 1999 portant délégation de signature à M. Alain MARAVAL, ingénieur en chef d'agronomie, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- VU** la proposition de la commission communale d'aménagement foncier,
- VU** l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier,

ARRETE

Article 1er : Les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés dans la commune de NOROY LE BOURG ainsi que précisé aux articles suivants.

Article 2 : Sur tout le territoire de la commune, par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, les semis ou plantations d'essences forestières sont interdits :

- à moins de 6 mètres des rives des cours d'eau et des fossés d'assainissement, sauf cas particuliers ou règlement en vigueur,
- à une distance pouvant varier de 6 à 10 mètres de l'axe des voies communales, chemins ruraux et chemins d'association foncière,
- à moins de 50 mètres des maisons d'habitations.

La zone où s'applique cette interdiction générale et permanente est teintée en rouge vif au plan ci-annexé (cours d'eau, fossés, voies et chemins).

Article 3 : Dans les zones laissées en blanc au plan annexé, les semis et plantations d'essences forestières y compris la culture d'arbres de Noël sont subordonnés à l'absence d'opposition du préfet.

Par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, le préfet peut dans ces zones, imposer une bande de "non boisement", pouvant varier de 4 à 20 mètres, selon l'exposition ou l'essence introduite, entre le boisement à effectuer et les fonds voisins non boisés.

Article 4 : Dans les zones teintées en vert au plan ci-annexé, chaque propriétaire reste libre d'effectuer les boisements de son choix, sous réserve du respect d'autres réglementations en vigueur

Article 5 : Quiconque veut procéder à l'intérieur des zones définies à l'article 3 à des semis ou plantations d'essences forestières y compris à la culture d'arbres de Noël doit en faire la demande au préfet, soit directement, soit par l'intermédiaire du maire, en précisant les désignations cadastrales des parcelles à boiser et la nature sommaire des travaux projetés. La demande est présentée en un exemplaire sur un imprimé mis à la disposition des intéressés par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt

Article 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Haute-Saône.

Article 7 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Haute-Saône à Vesoul, le maire de la commune de NOROY LE BOURG sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs

Pour le préfet de la Haute-Saône et par délégation
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt

Alain MARAVAL

Pour ampliation

Pour le préfet

Le chef du service d'administration générale


Dominique AMIOTTE

DEPARTEMENT

de la

HAUTE-SAÔNE

---+---

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE

---+---

- République Française -

ARRETE DDA/I/8 n° 2932 du 7 AOUT 1981

portant interdiction et réglementation de certains
boisements dans la commune de POUILLEY.

LE PREFET DE LA HAUTE SAÔNE
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Titre I du livre I du Code Rural, notamment les articles 52-1 bis et 52-1 ;
VU le décret n° 62-602 du 13 juin 1961 pour l'application de l'article 52-1 du
Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boisements ;
VU le décret n° 61-603 du 13 juin 1961 relatif aux certaines infractions en matière
de boisements interdits ou réglementés par application de l'article 52-1 du
Code Rural ;
VU le décret n° 65-127 du 17 février 1965 décidant l'application au Département
de la Haute-Saône de l'article 52-1 susvisé ;
VU l'avis de la Chambre d'Agriculture ;
VU l'avis de la Commission Communale de Réglementation des Boisements de POUILLEY ;
VU l'avis de la Commission Départementale de Réorganisation Foncière ;
VU le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Paux et des Forêts,
Directeur Départemental de l'Agriculture de la Haute-Saône ;
SUR la proposition du Secrétaire Général de la Haute-Saône.

- A R R E T E -

- Article 1er : les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés
dans la commune de POUILLEY ainsi que prévu à ces articles
suivants.

- Article 2 : Sur tout le territoire de la commune, par dérogation aux prescriptions
de l'article 671 du Code Civil, les semis ou plantations d'essences forestières
sont interdits :

- à moins de 6 mètres des rives des cours d'eau à débit permanent ;
- à une distance pouvant varier de 6 à 10 mètres de l'axe des chemins
selon l'importance des voies, ou le manque de visibilité ;
- à moins de 50 mètres des maisons d'habitation.

La zone où s'applique cette interdiction générale et permanente est
teintée en rouge vif au plan annexé.

- Article 3 : Dans les zones teintées en bleu au plan ci-annexé, les semis ou
plantations d'essences forestières sont subordonnées à l'absence d'opposition du
Préfet.

Par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du Code Civil,
le Préfet peut, dans ces zones, imposer une marge de "non sylvandi", pouvant varier
de 4 à 20 mètres, selon l'exposition ou l'essence introduite, cette marge devra
être respectée entre les limites des semis ou plantations et les limites des fonds
voisins non boisés.

.../...

- Article 4 : Quiconque veut procéder à l'intérieur des zones définies à l'article 3 à des semis ou plantations d'essences forestières, doit en faire la demande au Préfet, soit directement, soit par l'intermédiaire du Maire, en précisant la désignation cadastrale des parcelles à boiser et la nature sommaire des travaux projetés. La demande est présentée en trois exemplaires sur des imprimés mis à la disposition des intéressés à la Mairie de ... Y.

- Article 5 : Le Secrétaire Général de la Haute-Saône, le Sous Préfet de LURE, le Maire de la Commune de ... Y, l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, et le Commandant de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs.



POUR AMPLIATION
Pour le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,
LE CHEF DE LA SECTION

A VESOUL, le

7 AOÛT 1981

LE PREFET,

[Signature]

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Christiane PARMENTIER

Héric du GRANDLAUNAY

**PRÉFECTURE
DE LA
HAUTE-SAONE**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE**

SERVICE : Aménagement Foncier
Forestier et Rural

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRETE DDA/I/85 n° 67

du 21 mai 1985

portant interdiction et réglementation de
certains boisements dans la commune de

SAULX

LE SOUS-PREFET,
Commissaire Adjoint de la République
de l'arrondissement de LURE

VU le titre I du livre I du code rural, notamment les articles 1 bis et 52-1,
VU le décret n° 61-602 du 13 juin 1961 pour l'application de l'article 52-1 du
code rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boise-
ments,
VU le décret n° 61-603 du 13 juin 1961 réprimant certaines infractions en matière
de boisements interdits ou réglementés par l'application de l'article 52-1 du
code rural,
VU le décret n° 65-127 du 17 février 1965 décidant l'application au département de
la Haute-Saône de l'article 52-1 susvisé,
VU l'avis de la chambre d'Agriculture,
VU l'avis de la commission communale de réglementation des boisements
VU l'avis de la commission départementale de réorganisation foncière,
VU le rapport de l'ingénieur en chef d'agronomie, directeur départemental de l'agri-
culture et de la forêt de la Haute-Saône,
SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône.

- A R R E T E -

- - - - -

Article 1er : les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés
dans la commune de **SAULX** ainsi que précisé aux articles suivants.

Article 2 : sur tout le territoire de la commune, par dérogation aux prescriptions
de l'article 671 du code civil, les semis ou plantations d'essences forestières
sont interdits :

- à moins de six mètres des rives des cours et des fossés,
- à une distance pouvant varier de 6 à 15 mètres de l'axe des chemins et des routes
selon l'importance des voies, ou le manque de visibilité,
- à moins de 50 mètres des maisons d'habitation.

La zone où s'applique cette interdiction générale et permanente est teintée en
rouge vif au plan annexé (cours d'eau, fossés, chemins et routes).

.../...

article 3 :

a) dans les zones laissées en blanc au plan ci-annexé, les semis ou plantations d'essences forestières sont subordonnés à l'absence d'opposition du sous-préfet, commissaire adjoint de la république,

Par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, le sous-préfet, commissaire adjoint de la république peut, dans ces zones, imposer une marge de "non sylvandi" pouvant varier de 4 à 20 mètres, selon l'exposition ou l'essence introduite, cette marge devra être respectée entre les limites des semis ou plantations et les limites des fonds voisins non boisés.

b) dans les zones teintées en vert au plan ci-annexé, chaque propriétaire reste libre d'effectuer les boisements de son choix.

Article 4 : quiconque veut procéder à l'intérieur des zones définies à l'article 3 a) à des semis ou plantations d'essences forestières. soit en faire la demande au sous-préfet, commissaire adjoint de la république, soit directement, soit par l'intermédiaire du maire, en précisant la désignation cadastrale des parcelles à boiser et la nature sommaire des travaux projetés. La demande est présentée en trois exemplaires sur des imprimés mis à la disposition des intéressés par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt.

article 5 : le sous-préfet, commissaire adjoint de la république de l'arrondissement de LURE, le maire de la commune de **SAULX** l'ingénieur en chef d'agronomie, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le commandant de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs.

A LURE, le **21 mai 1983**

LE SOUS-PREFET,
Commissaire Adjoint de la République

Pour ampliation.

Vincent Ph. GRIMA

LE SOUS-PREFET,
COMMISSAIRE ADJOINT DE LA REPUBLIQUE,

Commissaire Adjoint de la République
et par délégation.

Le Secrétaire en Chef de la Sous-Préfecture.

Maurice

René TERREAUX

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE

service de l'aménagement
foncier forestier
et rural

ARRETE DDA/I/8 n° 111
du 3/108/1984
portant interdiction et réglementation
de certains boisements dans la commune
de SERVIGNEY

Le Sous-Préfet,
Commissaire adjoint de la République
de l'arrondissement de Lure

VU le titre I du livre I du code rural, notamment les articles I bis et 52-1
VU le décret n° 61-602 du 13 juin 1961 pour l'application de l'article 52-1 du
code rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains
boisements,
VU le décret n° 65-127 du 17 février 1965 décidant l'application au département
de la Haute-Saône de l'article 52-1 susvisé
VU l'avis de la chambre d'agriculture
VU l'avis de la commission communale de réglementation des boisements

VU l'avis de la commission départementale de réorganisation foncière,
VU le rapport de l'ingénieur en chef du génie rural des eaux et des forêts,
directeur départemental de l'agriculture de la Haute-Saône.

- A R R E T E -

article 1er : les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés dans
la commune de **SERVIGNEY** ainsi que précisé aux articles suivants.

article 2 : sur tout le territoire de la commune, par dérogation aux prescriptions
de l'article 671 du code civil, les semis ou plantations d'essences forestières
sont interdits :

- à moins de six mètres des rives des cours d'eau et des fossés,
- à une distance pouvant varier de 6 à 15 mètres de l'axe des chemins et des
routes selon l'importance des voies, ou le manque de visibilité
- à moins de 50 mètres des maisons d'habitations.

La zone où s'applique cette interdiction générale et permanente est teintée en
rouge vif au plan annexé (cours d'eau, fossés, chemins et routes).

.../...

article 3 :

- a) dans les zones laissées en blanc au plan ci-annexé, les semis ou plantations d'essences forestières sont subordonnés à l'absence d'opposition du sous-préfet, commissaire adjoint de la république,

Par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, le sous-préfet, commissaire adjoint de la république peut, dans ces zones, imposer une marge de "non sylvandi" pouvant varier de 4 à 20 mètres, selon l'exposition ou l'essence introduite, cette marge devra être respectée entre les limites des semis ou plantations et les limites des fonds voisins non boisés.

- b) dans les zones teintées en vert au plan ci-annexé, chaque propriétaire reste libre d'effectuer les boisements de son choix.

article 4 : quiconque veut procéder à l'intérieur des zones définies à l'article 3 a) à des semis ou plantations d'essences forestières, doit en faire la demande au sous-préfet, commissaire adjoint de la république, soit directement, soit par l'intermédiaire du maire, en précisant la désignation cadastrale des parcelles à boiser et la nature sommaire des travaux projetés. La demande est présentée en trois exemplaires sur des imprimés mis à la disposition des intéressés par la direction départementale de l'agriculture.

article 5 : le sous-préfet, commissaire adjoint de la république de l'arrondissement de LURE le maire de la commune de **SERVIGNEY** l'ingénieur en chef du génie rural des eaux et des forêts, directeur départemental de l'agriculture et le commandant de gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs.

A LURE, le 11.06.1984

Le Sous-Préfet,
Commissaire adjoint de la République

Vincent PH. GRIMA

Pour expédition.

**LE SOUS-PREFET,
COMMISSAIRE ADJOINT DE LA REPUBLIQUE,**

Pour l'expédition,
Commissaire Adjoint de la République
et par délégation,
Le Secrétaire en Chef de la Sous-Préfecture,

Menerand

Reçu ...

ARRETE DDA/I/74 n° 1696 du 12 JUIN 1975

portant interdiction et réglementation de cer-
tains boisements dans la commune de **VILLERS LE**
SEC.

LE PREFET DE LA HAUTE SAONE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU le Titre I du Livre I du Code Rural, notamment les articles 1 bis et 52-1 ;
- VU le décret n° 62-602 du 13 Juin 1961 pour l'application de l'article 52-1 du Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains boisements ;
- VU le décret n° 61-603 du 13 Juin 1961 réprimant certaines infractions en matière de boisements interdits ou réglementés par application de l'article 52-1 du Code Rural ;
- VU le décret n° 65-127 du 17 Février 1965 décidant l'application au département de la Haute-Saône de l'article 52-1 susvisé ;
- VU l'avis de la Chambre d'Agriculture ;
- VU l'avis de la Commission Communale de Réglementation des Boisements de **VILLERS LE SEC ;**
- VU l'avis de la Commission Départementale de Réorganisation foncière ;
- SUR la proposition de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture de la Haute-Saône.

- A R R E T E -

- Article 1er : Les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés dans la commune de **VILLERS LE SEC** ainsi que précisé aux articles suivants.
- Article 2 : Sur tout le territoire de la commune, par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du Code Civil, les semis ou plantations d'essences forestières sont interdits :
- à moins de 6 mètres des rives des cours d'eau à débit permanent ;
 - à une distance pouvant varier de 6 à 10 mètres de l'axe des chemins selon l'importance des voies, ou le manque de visibilité ;
 - à moins de 50 mètres des maisons d'habitation.

La zone où s'applique cette interdiction générale et permanente est teintée en rouge vif au plan annexé.

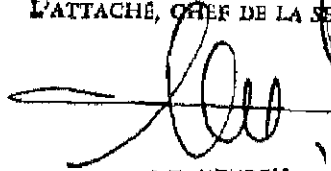
- Article 3 : Dans les zones teintées en bleu au plan ci-annexé, les semis ou plantations d'essences forestières sont subordonnés à l'absence d'opposition du Préfet.
- Par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du Code Civil, le Préfet peut, dans ces zones, imposer une marge de "non sylvandi", pouvant varier de 4 à 20 mètres, selon l'exposition ou l'essence introduite, cette marge devra être respectée entre les limites des semis ou plantations et les limites des fonds voisins non boisés.

.../.../...

ARTICLE 4.— Quiconque veut procéder à l'intérieur des zones définies à l'article 3 à des semis ou plantations d'essences forestières, doit en faire la demande au Préfet, soit directement, soit par l'intermédiaire du Maire, en précisant la désignation cadastrale des parcelles à boiser et la nature sommaire des travaux projetés. La demande est présentée en trois exemplaires sur des imprimés mis à la disposition des intéressés à la Mairie de **VILLERS LE SEC.**

ARTICLE 5.— Le Secrétaire Général de la Haute-Saône, le Sous-Préfet de LURE, le Maire de la commune de **VILLERS LE SEC**, l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, et le Commandant de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs.

POUR AMPLIATION
Pour le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,
L'ATTACHÉ, CHIEF DE LA SECTION


J. P. KEUSCH



A VESOUL, le **12 JUIN 1975**

POUR LE PRÉFET,
Le Secrétaire Général délégué

Gérard LEFEBVRE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE
L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

Service de l'Aménagement Rural
et de l'Environnement

ARRETE DDAF/I/93 n° 614 du 30 MARS 1993
portant interdiction et réglementation de certains boisements
dans la commune de LA VILLEDIEU EN FONTENETTE.

Le Préfet de la Haute-Saône,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le chapitre 1er du titre 1er du livre 1er du code rural et notamment les articles 1er - 2ème - 52-1 et 52-4,
- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes de l'Etat dans les départements,
- VU le décret n° 86-1415 du 31 décembre 1986 pris pour l'application des dispositions du chapitre 1er du titre 1er du livre 1er du code rural et relatif aux dispositions communes aux divers modes d'aménagement foncier,
- VU le décret n° 86-1420 du 31 décembre 1986 modifié pris pour l'application de l'article 52-1 et de l'article 52-4 du code rural et relatif à l'interdiction et à la réglementation des plantations et des semis d'essences forestières,
- VU le décret n° 90-357 du 17 avril 1990, modifiant le décret n° 86-1420 du 31 décembre 1986 et notamment le nouvel article 1 bis,
- VU l'arrêté préfectoral n° 3230 du 20 décembre 1991, portant création de zones dans lesquelles peut être mise en oeuvre la réglementation des boisements en application de l'article 52-1 (1°) du Code Rural,
- VU la proposition de la commission intercommunale d'aménagement foncier,
- VU l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier,
- VU le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- SUR la proposition du Secrétaire général de la Préfecture de la Haute-Saône.

- A R R E T E -

Article 1er : Les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés dans la commune de LA VILLEDIEU EN FONTENETTE ainsi que précisé aux articles suivants.

Article 2 : Sur tout le territoire de la commune, par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, les semis ou plantations d'essences forestières sont interdits :

- à moins de six mètres des rives des cours d'eau et des fossés d'assainissement,
- à une distance pouvant varier de 6 à 15 mètres de l'axe des routes et chemins selon l'importance des voies, ou le manque de visibilité,
- à moins de 50 mètres des maisons d'habitation.

La zone où s'applique cette interdiction générale et permanente est teintée en rouge vif au plan ci-annexé (cours d'eau, fossés, routes et chemins).

.../...

Article 3 : Dans les zones laissées en blanc au plan annexé, les semis et plantations d'essences forestières sont subordonnés à l'absence d'opposition du Préfet.

Par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, le Préfet peut dans ces zones, imposer une marge de "non sylvandi", pouvant varier de 4 à 20 mètres, selon l'exposition ou l'essence introduite, cette marge devra être respectée entre les limites des semis ou plantations et les limites des fonds voisins non boisés.


Article 4 : Dans les zones teintées en vert au plan ci-annexé, chaque propriétaire reste libre d'effectuer les boisements de son choix.

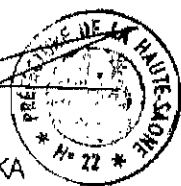
Article 5 : Quiconque veut procéder à l'intérieur des zones définies à l'article 3 à des semis ou plantations d'essences forestières doit en faire la demande au Préfet, soit directement, soit par l'intermédiaire du Maire, en précisant les désignation cadastrales des parcelles à boiser et la nature sommaire des travaux projetés. La demande est présentée en trois exemplaires sur des imprimés mis à la disposition des intéressés par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Saône, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Lure, le Maire de la commune de LA VILLEDIEU EN FONTENETTE, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs.

Paul RONCIERE

En l'absence du Préfet
Pour le Préfet, Secrétaire Général
et par délégation
L'Attaché Chef de Bureau


Emmanuelle CZAJKA



ARRETE DDAF/I/92 n° 615 du 30 MARS 1993
portant interdiction et réglementation de certains boisements
dans la commune de VELORCEY.

Le Préfet de la Haute-Saône,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le chapitre 1er du titre 1er du livre 1er du code rural et notamment les articles 1er - 2ème - 52-1 et 52-4,
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes de l'Etat dans les départements,
VU le décret n° 86-1415 du 31 décembre 1986 pris pour l'application des dispositions du chapitre 1er du titre 1er du livre 1er du code rural et relatif aux dispositions communes aux divers modes d'aménagement foncier,
VU le décret n° 86-1420 du 31 décembre 1986 modifié pris pour l'application de l'article 52-1 et de l'article 52-4 du code rural et relatif à l'interdiction et à la réglementation des plantations et des semis d'essences forestières,
VU le décret n° 90-357 du 17 avril 1990, modifiant le décret n° 86-1420 du 31 décembre 1986 et notamment le nouvel article 1 bis,
VU l'arrêté préfectoral n° 3230 du 20 décembre 1991, portant création de zones dans lesquelles peut être mise en oeuvre la réglementation des boisements en application de l'article 52-1 (1°) du Code Rural,
VU la proposition de la commission intercommunale d'aménagement foncier,
VU l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier,
VU le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
SUR la proposition du Secrétaire général de la Préfecture de la Haute-Saône.

- A R R E T E -

Article 1er : Les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés dans la commune de VELORCEY ainsi que précisé aux articles suivants.

Article 2 : Sur tout le territoire de la commune, par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, les semis ou plantations d'essences forestières sont interdits :

- à moins de six mètres des rives des cours d'eau et des fossés d'assainissement,
- à une distance pouvant varier de 6 à 15 mètres de l'axe des routes et chemins selon l'importance des voies, ou le manque de visibilité,
- à moins de 50 mètres des maisons d'habitation.

La zone où s'applique cette interdiction générale et permanente est teintée en rouge vif au plan ci-annexé (cours d'eau, fossés, routes et chemins).

.../...

Article 3 : Dans les zones laissées en blanc au plan annexé, les semis et plantations d'essences forestières sont subordonnés à l'absence d'opposition du Préfet.

Par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, le Préfet peut dans ces zones, imposer une marge de "non sylvandi", pouvant varier de 4 à 20 mètres, selon l'exposition ou l'essence introduite, cette marge devra être respectée entre les limites des semis ou plantations et les limites des fonds voisins non boisés.

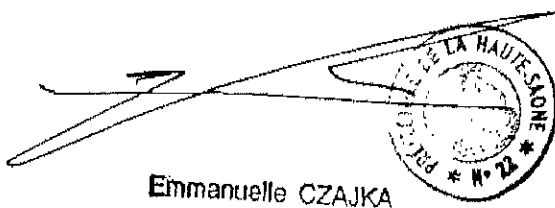
Article 4 : Dans les zones teintées en vert au plan ci-annexé, chaque propriétaire reste libre d'effectuer les boisements de son choix.

Article 5 : Quiconque veut procéder à l'intérieur des zones définies à l'article 3 à des semis ou plantations d'essences forestières doit en faire la demande au Préfet, soit directement, soit par l'intermédiaire du Maire, en précisant les désignation cadastrales des parcelles à boiser et la nature sommaire des travaux projetés. La demande est présentée en trois exemplaires sur des imprimés mis à la disposition des intéressés par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Saône, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Lure, le Maire de la commune de VELORCEY, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs.

Paul RONCIERE

Pour en plation
Pour le Secrétaire Général
et par délégation
L'Attaché Chef de Bureau


Emmanuelle CZAJKA



PRÉFECTURE DE LA HAUTE SAÔNE



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PÊCHE

Direction Départementale
de l'Agriculture et de la Forêt

Service de l'Aménagement Rural
et de l'Environnement

ARRETE/DDAF/R/99 n° 32 du 26 janvier 1999
portant interdiction et réglementation de certains
boisements dans la commune de VELLEMINFROY

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE
Chevalier de la Légion d'honneur,

- VU** le livre 1er du code rural, notamment les articles L 121-1, L 126-1 à L 126-6 et R 121-1 à R 121-32, R 126-1 à R 126-10,
- VU** le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes de l'Etat dans les départements,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 658-01 du 28 mars 1998, portant création de zones dans lesquelles peut être mise en oeuvre la réglementation des boisements en application de l'article L 126-1 (1°) du code rural,
- VU** l'arrêté préfectoral SG/BO//99 n° 4.1 du 4 janvier 1999 portant délégation de signature à M. Alain MARAVAL, ingénieur en chef d'agronomie, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- VU** la proposition de la commission communale d'aménagement foncier,
- VU** l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier,

ARRETE

Article 1er : Les semis ou plantations d'essences forestières sont réglementés dans la commune de VELLEMINFROY ainsi que précisé aux articles suivants.

Article 2 : Sur tout le territoire de la commune, par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, les semis ou plantations d'essences forestières sont interdits :

- à moins de 6 mètres des rives des cours d'eau et des fossés d'assainissement, sauf cas particuliers ou règlement en vigueur,
- à une distance pouvant varier de 6 à 10 mètres de l'axe des voies communales, chemins ruraux et chemins d'association foncière,
- à moins de 50 mètres des maisons d'habitations.

La zone où s'applique cette interdiction générale et permanente est teintée en rouge vif au plan ci-annexé (cours d'eau, fossés, voies et chemins).

Article 3 : Dans les zones laissées en blanc au plan annexé, les semis et plantations d'essences forestières y compris la culture d'arbres de Noël sont subordonnés à l'absence d'opposition du préfet.

Par dérogation aux prescriptions de l'article 671 du code civil, le préfet peut dans ces zones, imposer une bande de "non boisement", pouvant varier de 4 à 20 mètres, selon l'exposition ou l'essence introduite, entre le boisement à effectuer et les fonds voisins non boisés.

Article 4 : Dans les zones teintées en vert au plan ci-annexé, chaque propriétaire reste libre d'effectuer les boisements de son choix, sous réserve du respect d'autres réglementations en vigueur

Article 5 : Quiconque veut procéder à l'intérieur des zones définies à l'article 3 à des semis ou plantations d'essences forestières y compris à la culture d'arbres de Noël doit en faire la demande au préfet, soit directement, soit par l'intermédiaire du maire, en précisant les désignations cadastrales des parcelles à boiser et la nature sommaire des travaux projetés. La demande est présentée en un exemplaire sur un imprimé mis à la disposition des intéressés par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt

Article 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Haute-Saône.

Article 7 : Le sous-préfet de Lure, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Haute-Saône à Vesoul, le maire de la commune de VELLEMINFROY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs

Pour le préfet de la Haute-Saône et par délégation
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt

Alain MARAVAL

Pour ampliation
Pour le préfet
Le chef du service d'administration générale


Dominique AMIOTTE

